



27 mars 2024

(24-2649)

Page: 1/43

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE  
L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS**

ÉTATS-UNIS

*Supplément*

La communication ci-après, datée du 20 mars 2024 et reçue à la même date, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Conformément à l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, les États-Unis notifient le texte ci-après:

Enquêtes sur les allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs, 89 Fed. Reg. 19239 (18 mars 2024).

Les États-Unis notifient une modification de leur réglementation relative aux règlements du Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) des États-Unis visant à adopter comme finales, telles que modifiées, les modifications intérimaires des règlements du CBP qui ont été publiées au Federal Register le 22 août 2016 et notifiées dans le document [G/ADP/N/1/USA/1/Suppl.25-G/SCM/N/1/USA/1/Suppl.24](#) (du 26 août 2016).

Les États-Unis annoncent également que le CBP a déployé un système de gestion des affaires en avril 2021, que le CBP et le public utilisent pour déposer des allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, les suivre et rendre des décisions à leur sujet.

Les règlements entrent en vigueur le 17 avril 2024.

=====

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

19 CFR Partie 165

[USCBP-2016-0053; CBP Dec. 24-04]  
RIN 1515-AE10

## Enquête sur les allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs

ORGANISME: Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, Département de la sécurité intérieure; Département du Trésor.

MESURE: Règlement final.

RÉSUMÉ: Le présent document adopte comme finales, telles que modifiées, les modifications intérimaires des règlements du Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) des États-Unis qui ont été publiées au Federal Register le 22 août 2016 (CBP Dec. 16-11), qui mettaient en œuvre les procédures à suivre pour enquêter sur les allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, conformément à l'article 421 de la Loi de 2015 sur la facilitation des échanges et l'application des règles commerciales. Ce document annonce également que le CBP a déployé un système de gestion des affaires en avril 2021, que le CBP et le public utilisent pour déposer des allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, les suivre et rendre des décisions à leur sujet.

DATES: Entrée en vigueur le 17 avril 2024.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER À: Victoria Cho, Chief, EAPA Investigations Branch, Office of Trade, U.S. Customs and Border Protection, (202) 945-7900, ou [victoria.cho@cbp.dhs.gov](mailto:victoria.cho@cbp.dhs.gov), ou Kristina Horgan, Supervisory International Trade Analyst, EAPA Investigations Branch, Office of Trade, U.S. Customs and Border Protection, (202) 897-9399, ou [kristina.horgan@cbp.dhs.gov](mailto:kristina.horgan@cbp.dhs.gov).

## RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES:

## Table des matières

## I. Historique

- A. Loi de 2015 sur les mesures d'application et de protection
- B. Règle finale intérimaire
- C. Opérations

## II. Examen des observations

- A. Sous-partie A--Dispositions générales
- B. Sous-partie B--Ouverture des enquêtes
- C. Sous-partie C--Procédures d'enquête
- D. Sous-partie D--Réexamen administratif des déterminations
- E. Autres observations

## III. Modifications techniques et clarifications des règlements intérimaires

## IV. Conclusion

## V. Prescriptions législatives et réglementaires

- A. Décrets exécutifs n°13563 et 12866
- B. Loi sur la souplesse de la réglementation
- C. Loi sur l'allégement des formalités administratives

Pouvoir de signature

Liste des sujets

Modifications des règlements

## I. Historique

## A. Loi de 2015 sur les mesures d'application et de protection

Le 24 février 2016, le Président Obama a ratifié la Loi de 2015 sur la facilitation des échanges et l'application des règles commerciales (TFTEA), dont le titre IV était intitulé "Prévention du contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs" (titre abrégé: "Loi de 2015 sur les mesures d'application et de protection" ou "EAPA") (Pub. L. 114-125, 130 Stat. 122, 155, 24 février 2016) (19 U.S.C. note 4301). L'EAPA établissait un processus formel permettant au Bureau des douanes et de la protection des frontières (CBP) des États-Unis d'enquêter

sur les allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs. L'article 421 de la TFTEA modifiait la Loi douanière de 1930 en établissant un nouveau cadre permettant au CBP d'enquêter sur les allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, en vertu du nouvel article 517 ("Procédures à suivre pour enquêter sur les allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs"), et prescrivait que les règlements nécessaires soient établis et les dispositions mises en œuvre dans les 180 jours suivant l'adoption de la TFTEA. Voir 19 U.S.C. 1517.

#### B. Règle finale intérimaire

Le 22 août 2016, le CBP a publié une règle finale intérimaire (l'"IFR") (CBP Dec. 16-11) au Federal Register (81 FR 56477), qui énonçait les procédures à suivre pour enquêter sur les allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs dans une nouvelle partie 165 du titre 19 du Code of Federal Regulations (19 CFR partie 165), y compris une période de 60 jours pour la présentation d'observations par le public. L'IFR est entrée en vigueur le 22 août 2016. Le 8 septembre 2016, le CBP a publié une correction technique au Federal Register (81 FR 62004) pour corriger le libellé de la définition de l'expression "evade or evasion" (contourne/contournement) figurant dans 19 CFR 165.1 en ajoutant une virgule omise par inadvertance. Le 21 octobre 2016, le CBP a publié une prolongation de la période pour la présentation d'observations au

[[Page 19240]]

Federal Register (81 FR 72692), qui accordait 60 jours additionnels aux personnes intéressées pour présenter des observations en réponse à l'IFR afin que la participation du public à la formulation du règlement final soit aussi importante que possible.

#### Opérations

La première allégation au titre de l'EAPA a été présentée au CBP en septembre 2016, environ un mois après l'entrée en vigueur des règlements intérimaires. Entre septembre 2016 et la fin de l'exercice budgétaire 2021, la Division de l'application des lois sur les mesures correctives commerciales (TRLED) du CBP a traité environ 490 allégations au titre de l'EAPA et ouvert 179 enquêtes; de plus, le CBP a traité 39 demandes de réexamen administratif et établi 19 déterminations administratives finales.

Au cours de ces dernières années, le CBP a acquis une très grande expérience du traitement des allégations au titre de l'EAPA et continué de faire en sorte que les procédures EAPA soient transparentes et que toutes les parties aient la possibilité de participer pleinement à l'enquête. Pour plus de commodité et de transparence, le 1<sup>er</sup> avril 2021, le CBP a déployé l'EAPA Portal (portail EAPA), un système électronique de gestion des affaires pour le dépôt et le suivi des allégations au titre de l'EAPA, les décisions rendues sur ces allégations et la tenue d'un dossier administratif, en un seul endroit centralisé, qui peut être consulté sur le site Web du CBP à l'adresse <https://www.cbp.gov/trade/trade-enforcement/tftea/eapa> en cliquant sur le champ intitulé "Filing an EAPA Allegation" (déposer une allégation au titre de l'EAPA). \1\

\1\ Les utilisateurs commerciaux doivent présenter leurs allégations au titre de l'EAPA via le portail EAPA. Ce portail peut être consulté de deux manières. D'abord, au moyen du système "Trade Violation Reporting" (signalement d'une violation commerciale) (système TVR), également appelé "e-Allegations" (allégations en ligne), utilisé pour signaler diverses violations commerciales. Les utilisateurs commerciaux peuvent accéder aux allégations en ligne à l'adresse <https://eallegations.cbp.gov/s> et présenter une allégation au titre de l'EAPA en cliquant sur le champ "Report Enforce and Protect Act Violations" (signaler des violations de la Loi sur les mesures d'application et de protection). Deuxièmement, les utilisateurs commerciaux peuvent également accéder au portail EAPA via le site Web de l'EAPA à l'adresse <https://cbp.gov/trade/trade-enforcement/tftea/eapa> en cliquant sur le champ "Filing an EAPA Allegation" (déposer une allégation au titre de l'EAPA). Pour présenter une allégation au titre de l'EAPA sur le portail EAPA, les utilisateurs commerciaux doivent d'abord créer un compte d'utilisateur à l'adresse <https://www.login.gov/create-an-account>. Au fur et à mesure que de nouvelles technologies seront disponibles, le CBP pourra remplacer le processus actuel ou utiliser des méthodes additionnelles pour accepter les allégations au titre de l'EAPA ou les demandes d'enquête présentées par des organismes fédéraux.

Sur le portail EAPA, les parties à l'enquête peuvent consulter les décisions et documents faisant partie du dossier administratif public (y compris les versions publiques des documents liés à l'enquête), vérifier l'état d'avancement de l'enquête et présenter des renseignements factuels, des arguments écrits et des documents pertinents pour l'enquête. Le portail envoie également des notifications aux parties à l'enquête pour rappeler des échéances et indiquer les actions à entreprendre. De plus, lorsque le présent règlement final entrera en vigueur, une personne présentant des allégations pourra retirer une allégation et un organisme fédéral pourra retirer une demande d'enquête (renvoi) sur le portail EAPA.<sup>2</sup> Avec la mise en place d'un nouveau système de gestion des affaires et l'expérience approfondie du CBP concernant l'actuel processus EAPA, le CBP est maintenant prêt à finaliser les règlements intérimaires, en y ajoutant plusieurs modifications décrites plus loin.

<sup>2</sup> Des conseils aux utilisateurs commerciaux concernant le portail EAPA et des ressources additionnelles, telles qu'un guide de référence rapide et une démonstration enregistrée de la manière de consulter le portail et d'y naviguer, sont disponibles sur le site Web du CBP à l'adresse <https://www.cbp.gov/trade/trade-enforcement/tftea/eapa> en cliquant sur le champ "Filing an EAPA Allegation" (déposer une allégation au titre de l'EAPA) au bas de la page.

## II. Examen des observations

Bien que les modifications réglementaires intérimaires aient été adoptées sans avis préalable au public et sans procédure de consultation publique, conformément à l'exemption relative à l'organisation, aux procédures et à la pratique des organismes énoncée dans 5 U.S.C. 553 b) A), l'IFR a prévu que le public pourrait présenter des observations qui seraient prises en considération par le CBP avant l'adoption des modifications intérimaires comme finales. La période de 60 jours pour la présentation d'observations par le public devait se terminer le 21 octobre 2016, mais elle a été prolongée ce jour-là d'une durée additionnelle de 60 jours. La période prolongée pour la présentation d'observations a pris fin le 20 décembre 2016.

Le CBP a reçu 17 communications en réponse à la publication des règlements intérimaires, chacune d'entre elles comprenant des observations sur plusieurs thèmes. Les observations portaient sur divers aspects du processus EAPA, allant de l'ouverture d'une enquête au réexamen administratif d'une détermination concernant le contournement des lois. Le CBP a examiné toutes les observations reçues du public au sujet de la règle finale intérimaire et a apporté quelques modifications aux règlements intérimaires sur la base de ces observations. Il a également ajouté quelques clarifications lorsque cela était nécessaire pour faire en sorte que le processus d'enquête soit transparent. On trouvera ci-après l'exposé des observations reçues du public, ainsi que l'analyse que le CBP en a faite. Les observations et les réponses ont été regroupées par sous-partie des règlements EAPA, lorsque cela était approprié.

### Dispositions générales (sous-partie A)

La sous-partie A (dispositions générales) prévoit des définitions de termes pertinents pour le processus EAPA, spécifie les importations qui peuvent faire l'objet d'une allégation, identifie les cas où une procuration est requise et traite de la présentation des renseignements commerciaux confidentiels. Cette sous-partie précise également les moyens par lesquels le CBP peut obtenir des renseignements pour les procédures EAPA, traite des circonstances dans lesquelles le CBP peut appliquer des déductions défavorables dans le cadre d'une enquête EAPA et d'un réexamen administratif, et détaille les responsabilités de déclaration lorsque des questions de santé et de sécurité publiques sont liées à une enquête. De nombreuses observations ont été reçues concernant la sous-partie A au sujet des différentes définitions figurant à l'article 165.1 et des prescriptions en matière de présentation figurant à l'article 165.3 et à l'article 165.5. Quelques personnes ont demandé des éclaircissements sur certains aspects de l'application des déductions défavorables dans les cas où une partie ne donnait pas suite à une demande de renseignements du CBP.

Observation: De nombreuses personnes ont indiqué que le CBP ne devrait pas exiger l'identification d'un importateur comme condition préalable à l'ouverture d'une enquête. Elles ont fait remarquer que le Congrès n'exigeait pas l'identification d'un importateur enregistré et que, ce faisant, le CBP pourrait encourager la prolifération d'entreprises fictives agissant en tant qu'importateurs. Elles ont indiqué en outre que la TFTEA chargeait le CBP d'enquêter sur toute allégation donnant raisonnablement à penser que la marchandise visée avait été importée sur le territoire douanier des États-Unis par contournement. Par conséquent, elles ont proposé que le CBP supprime l'expression "by an importer" (par un importateur) qui figurait à l'article 165.1 de la définition du terme "allegation" (allégation) et, pour la même raison, qu'il supprime les références à

l'identification d'un importateur dans divers articles de la partie 165, tels que l'article 165.4 c) 3), 165.11 b) 3) et 165.14 b) 1). Il a été fait mention de la Loi sur les secrets commerciaux (18 U.S.C. 1905) et de l'objectif de cette loi qui interdisait la divulgation non autorisée par les fonctionnaires de renseignements confidentiels reçus dans le cadre de leur emploi ou de leurs fonctions officielles, qui pourraient inclure l'identité d'un importateur. On a fait valoir que le CBP pouvait protéger l'identité d'un importateur sans devoir restreindre le champ de l'enquête simplement en n'exigeant pas l'identification spécifique d'un importateur enregistré dans une allégation.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à la proposition visant à supprimer le libellé des règlements qui exige que la personne présentant une allégation fournisse l'identité de l'importateur contre qui une allégation est déposée. Le texte de 19 U.S.C. 1517 b) 2) fait référence à ". . . une allégation selon laquelle une personne a fait entrer la marchandise visée . . ." (pas de mise en relief dans l'original), ce qui exige l'identification spécifique d'un importateur. Supprimer la référence à "une personne", c'est-à-dire à un importateur, dans les règlements exigerait d'abord une modification législative.

[[Page 19241]]

De plus, le CBP considère que ces prescriptions sont compatibles avec la Loi sur les secrets commerciaux. Cette loi empêche la divulgation non autorisée de renseignements confidentiels mais le CBP ne considère pas que l'identité de l'importateur soit confidentielle. En fait, l'article 165.4 c) 3) indique spécifiquement que le nom et l'adresse d'un importateur visé par une allégation ne sont pas protégés en tant que renseignements commerciaux confidentiels.

Observation: Une personne a demandé qu'une liste exemplative de stratagèmes pour contourner les lois soit incluse dans la définition de l'expression "evade or evasion" (contourner/contournement) figurant à l'article 165.1.

Réponse: Le CBP convient qu'il serait utile d'ajouter quelques exemples de contournement à la définition, tels que le transbordement, le classement erroné et/ou la sous-évaluation des marchandises visées. Par conséquent, il a ajouté ces termes à la fin de la définition de l'expression "evade or evasion" (contourner/contournement) qui figure à l'article 165.1.

Observation: Une personne a indiqué qu'elle craignait que les dispositions de l'EAPA soient utilisées abusivement par des parties intéressées ou des concurrents nationaux dans le but de perturber les chaînes d'approvisionnement de producteurs étrangers et d'importateurs des États-Unis. Une autre s'est inquiétée du fait que les dispositions de l'EAPA risquaient de faire passer des importateurs innocents pour des personnes qui contournent les lois, quels que soient leurs efforts de bonne foi pour se conformer aux ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs.

Réponse: Le CBP comprend ces préoccupations, mais il étudie et examine soigneusement les éléments de preuve à chaque étape du processus, conformément à toutes les prescriptions juridiques applicables, avant de faire une détermination concernant le contournement des lois.

Observation: Plusieurs personnes ont demandé au CBP d'élargir la liste des parties intéressées autorisées à participer aux enquêtes EAPA. Elles ont fait valoir que la limitation prévue par les règlements intérimaires privait le CBP des ressources, de l'expérience et des connaissances d'autres producteurs ou importateurs nationaux, en particulier lorsque des organismes fédéraux demandaient l'ouverture d'une enquête, en ce sens que la branche de production nationale affectée par le contournement n'avait pas le droit de fournir de renseignements ou de participer autrement à l'enquête. Il a été proposé que le règlement soit modifié pour inclure dans une enquête EAPA, qu'elle soit ouverte conformément au dépôt d'une allégation par une partie intéressée ou conformément à une demande d'un organisme fédéral, "toute autre partie répondant à la définition de "partie intéressée" figurant à l'article 165.1 qui présentait un acte de comparution au CBP en temps utile," en plus de la partie intéressée qui avait déposé une allégation et de l'importateur dont il était allégué qu'il avait contourné des lois. Deux autres personnes ont indiqué que le CBP devrait élargir la définition réglementaire de l'expression "interested party" (partie intéressée) pour l'aligner sur la définition plus large de l'expression "United States importer" (importateur des États-Unis) qui figurait à l'article 517 a) 6) A) i) de la Loi douanière de 1930.

Réponse: Le CBP ne convient pas qu'il y a lieu d'élargir la liste des parties intéressées qui sont autorisées à participer aux enquêtes EAPA. Le but central d'une détermination du CBP dans une enquête EAPA est étroit et consiste à savoir si un contournement des lois, tel que défini par 19 U.S.C. 1517 a) 5), a eu lieu ou non. Le processus actuel de l'EAPA ne permet pas aux parties intéressées autres que la personne présentant des allégations de participer à une enquête pendant ses 90 premiers jours.

De plus, la définition réglementaire de l'expression "interested party" (partie intéressée) s'aligne sur la définition législative. Voir 19 U.S.C. 1517 a) 6) A) et 19 CFR 165.1. Ces

deux dispositions permettent aux parties intéressées de participer à une enquête en déposant une allégation. La définition législative de l'expression "interested party" (partie intéressée) comprend, entre autres choses, l'importateur des États-Unis des marchandises visées. La définition réglementaire de l'expression "interested party" (partie intéressée) figurant à l'article 165.1, qui n'est pas limitée aux importateurs enregistrés mais comprend tout importateur des marchandises visées, y compris la partie contre qui l'allégation est formulée, est compatible avec la définition législative.

Observation: Une personne a suggéré de limiter la définition du terme "importer" (importateur) à un importateur enregistré des marchandises visées et de modifier en conséquence la définition de l'expression "interested party" (partie intéressée) qui figurait à l'article 165.1. Elle a fait valoir que le CBP n'avait donné aucune raison d'élargir la définition au-delà de l'importateur enregistré et que, par conséquent, la définition devrait uniquement inclure la personne présentant des allégations et celle dont il était allégué qu'elle contournait des lois.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette définition du terme "importer" (importateur). Dans la pratique actuelle, les allégations sont généralement formulées contre des importateurs enregistrés des marchandises visées, conformément à la loi. Toutefois, le CBP a défini le terme "importer" (importateur) par règlement dans 19 CFR 101.1 comme désignant l'importateur enregistré, le destinataire, le propriétaire effectif des marchandises ou le cessionnaire des marchandises et le CBP peut ouvrir des enquêtes concernant ces parties si une allégation donne raisonnablement à penser qu'il y a contournement des lois.

Observation: Plusieurs personnes ont demandé des éclaircissements sur l'interaction entre les dispositions relatives au contournement des lois et les dispositions relatives aux sanctions (article 592 de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée (19 U.S.C. 1592)), l'incidence d'une divulgation préalable conformément à l'article 592 c) 4) sur une enquête EAPA et l'identification de cas appropriés concernant des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs dans lesquels des sanctions seraient envisagées et potentiellement imposées. Une personne a exprimé l'opinion qu'étant donné qu'une enquête EAPA n'était pas une enquête au titre de l'article 592 et ne pouvait pas donner lieu aux sanctions prévues à l'article 592, il convenait de supprimer la définition d'une enquête qui figurait à l'article 165.1. Une autre a suggéré que le CBP précise à l'article 165.28 a) qu'il n'était tenu d'engager aucune autre action, y compris une procédure au titre de l'article 592. Enfin, une personne a demandé que l'article 165.11 soit révisé pour prévoir expressément que le dépôt d'une allégation de contournement des lois opérait comme une "enquête formelle", pour empêcher l'acceptation d'une divulgation préalable concernant le même ensemble de faits, le ou les même(s) importateur(s), et les mêmes importations et ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, en vertu de 19 U.S.C. 1592.

Réponse: Le CBP saisit cette occasion pour apporter quelques précisions en réponse aux observations reçues concernant l'interaction entre une enquête EAPA et les actions prévues à l'article 592, ainsi que l'incidence d'une divulgation préalable sur une enquête EAPA. Il peut être interdit à un importateur de déposer une divulgation préalable pour des violations découvertes au cours d'une enquête EAPA mais rien ne l'empêche de déposer une divulgation préalable pour des violations découvertes en dehors d'une telle enquête. Pour déterminer si une divulgation préalable est acceptée, il faut procéder à une évaluation fondée sur les faits concernant l'importateur ou les importateurs, les importations et l'ordonnance ou les ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs concernés. De plus, le CBP ne souscrit pas à la demande de modification réglementaire de la définition du terme "investigation" (enquête) qui figure à l'article 165.1, car cette définition est exacte et ne devrait pas être supprimée. Le CBP conserve le pouvoir discrétionnaire d'accepter ou de rejeter une divulgation préalable concernant toutes données de fait qui n'ont pas été découvertes au cours d'une enquête EAPA.

Le CBP ne souscrit pas non plus à la modification suggérée de l'article 165.28 a). Il saisit cette occasion pour préciser qu'il n'est tenu d'engager aucune autre action, y compris une procédure au titre de l'article 592. S'il constate que les importations sont déjà liquidées lorsqu'une détermination positive de l'existence d'un contournement des lois est établie, le CBP peut recouvrer les droits perdus en engageant une procédure au titre de l'article 592 ou toute autre action appropriée, séparément de la procédure EAPA. Si la TRLED fait une détermination positive de l'existence d'un contournement des lois, conformément à l'article 165.27, un centre d'excellence et d'expertise (centre) sera

[[Page 19242]]

chargé de collecter les dépôts en espèces et de prendre d'autres mesures d'exécution selon qu'il sera nécessaire. Le TRLED peut également renvoyer l'affaire à d'autres sections du CBP et à des

organismes gouvernementaux partenaires pour examiner les faits et éventuellement imposer une sanction, en fonction des circonstances.

Enfin, le CBP ne souscrit pas à l'affirmation selon laquelle une enquête EAPA opère comme une enquête formelle et empêche une divulgation préalable en vertu de 19 U.S.C. 1592. L'importateur dont il est allégué qu'il a contourné des lois aura la charge de démontrer qu'il n'a connaissance d'aucune enquête en cours. S'il est en mesure de le faire, et s'il satisfait à tous les autres critères pertinents, alors l'importateur pourra avoir la possibilité de déposer une divulgation préalable auprès du CBP.

Observation: Plusieurs personnes ont indiqué que le seuil d'un an pour les importations qui pouvaient faire l'objet d'une allégation était trop restreint, parce que cela limitait considérablement les allégations qui pouvaient être présentées et qu'il devrait donc être supprimé. Une personne a fait valoir que rien dans la loi n'étayait cette limitation. Une autre a suggéré d'appliquer un délai de prescription compatible avec le délai de prescription pour les violations de l'article 592 de la Loi douanière de 1930, tel que modifiée, afin de donner suffisamment de temps aux parties intéressées pour découvrir le contournement et établir une allégation. Voir 19 U.S.C. 1621. Enfin, une personne a indiqué qu'elle souscrivait au règlement et a affirmé que seules les importations effectuées dans l'année précédant la réception d'une allégation pouvaient faire l'objet d'une allégation.

Réponse: Le CBP accueille ces observations avec intérêt mais ne convient pas que ses enquêtes se limitent aux importations de marchandises effectuées dans l'année précédant la réception d'une allégation. Comme il est indiqué dans le préambule de l'IFR, le CBP a estimé qu'il était approprié d'établir un délai d'un an pour une enquête EAPA, car cela permettait de faire une détermination en temps utile sur la base de renseignements courants et aisément accessibles et évitait de mener des enquêtes concernant des importations déjà liquidées ou des importateurs qui n'étaient plus actifs. Voir 81 FR 56477, page 56479. Nonobstant ce qui précède, les règlements confèrent au CBP le pouvoir discrétionnaire d'enquêter sur d'autres importations de marchandises visées et le CBP exercera ce pouvoir au cas par cas. Voir 19 CFR 165.2.

Observation: Une personne a indiqué que l'article 165.3 ne spécifiait pas ce que ferait le CBP en l'absence de la preuve requise de l'exécution d'une procuration.

Réponse: Le CBP souscrit à cette observation et a donc ajouté un nouveau paragraphe f) à l'article 165.3 pour préciser qu'il rejettera toute communication, qu'il ne la prendra pas en considération et qu'il ne la versera pas au dossier administratif si une partie ne lui a pas fourni une preuve de l'exécution d'une procuration, comme l'exige la première phrase du paragraphe e) de l'article 165.3, dans les cinq jours ouvrables suivant la première communication d'une partie intéressée au cours d'une enquête ou d'un réexamen administratif. Le CBP a également ajouté un libellé au nouveau paragraphe f) indiquant qu'il rejettera toute communication, qu'il ne la prendra pas en considération et qu'il ne la versera pas au dossier administratif si une partie n'a pas fourni une preuve du pouvoir d'exécuter une procuration conformément au paragraphe c) de l'article 165.3, à sa demande.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP n'avait pas spécifié ce qu'il pouvait faire si une communication ne satisfaisait pas aux prescriptions de forme de l'article 165.5 b) 1) et a donc proposé qu'un paragraphe b) 4) soit ajouté pour inclure le rejet d'une communication en cas de non-respect de ces prescriptions.

Réponse: Le CBP se félicite de l'occasion qui lui est donnée de clarifier qu'il rejettera une communication qui ne satisfait pas aux prescriptions de forme de l'article 165.5 b) 1), qu'il ne la prendra pas en considération et qu'il ne la versera pas au dossier administratif. Par conséquent, il a ajouté un nouveau paragraphe b) 4) à l'article 165.5 pour refléter cette clarification. Pour les mêmes raisons, le CBP a modifié l'article 165.41 f) afin de clarifier qu'il rejettera une demande de réexamen administratif s'il n'est pas satisfait aux prescriptions relatives au contenu énoncées au paragraphe f).

Observation: Une personne a indiqué qu'on ne savait pas très bien si la personne présentant une communication conformément à l'article 165.5 b) 2) pouvait être le représentant autorisé de la partie, la partie elle-même, ou les deux. Elle a indiqué que le règlement final devrait préciser qui devait signer chaque type de certification.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Le règlement intérimaire emploie clairement les termes "au nom de", qui permettent à un représentant autorisé, tel qu'un avocat, en plus de la partie elle-même, de faire la certification. De plus, cette question n'a pas posé de problème dans la pratique.

Observation: Une personne a dit craindre que des déductions défavorables soient imposées à une partie dans les cas où un importateur se conformait à une demande du CBP, mais pas le fournisseur étranger. Elle a demandé qu'il soit précisé s'il pouvait être constaté qu'il y avait contournement dans le scénario décrit à l'égard du fournisseur étranger, mais pas de l'importateur, et sur ce que cette constatation signifierait pour l'application des droits ou d'autres mesures. Une autre personne a exprimé une préoccupation semblable et demandé que l'article 165.5 soit modifié

pour y inclure une prescription exigeant que le CBP notifie l'importateur chaque fois qu'il envoyait un questionnaire à un fournisseur étranger afin de donner à l'importateur la possibilité de mettre à profit ses relations avec le fournisseur pour obtenir sa pleine coopération et éviter des déductions défavorables.

Réponse: Une détermination de l'existence d'un contournement des lois repose sur une analyse du dossier, y compris les réponses de l'importateur des États-Unis et du fabricant étranger aux demandes de renseignements. Le scénario où une partie coopère au mieux de ses possibilités, et une autre pas, complique l'analyse du CBP et il se pourrait donc qu'il soit constaté qu'il y a quand même contournement des lois, en fonction des renseignements disponibles. Le CBP procède à une évaluation minutieuse, au cas par cas, et peut appliquer des déductions défavorables à la partie qui n'agit pas au mieux de ses possibilités pour coopérer à l'enquête, conformément à 19 U.S.C. 1517 c) 3) B). Les conséquences éventuelles de cette constatation varieront au cas par cas. En ce qui concerne la proposition d'inclure une prescription de notification à l'article 165.5, le CBP fournit les versions publiques de tous les documents, y compris les questionnaires, à toutes les parties à l'enquête et il estime qu'aucune notification additionnelle n'est nécessaire.

Observation: Deux personnes ont fait remarquer que l'utilisation du comportement d'une partie dans une procédure antérieure ne devrait pas être un indicateur permettant de déterminer s'il y a lieu d'appliquer des déductions défavorables dans la procédure en cours, comme cela était indiqué à l'article 165.6 b), faisant valoir que seul le comportement de la partie dans la procédure en cours devrait être pertinent pour les déductions défavorables. Une autre personne a demandé au CBP de modifier le paragraphe b) pour clarifier la distinction entre l'intention du paragraphe a) et celle du paragraphe b) en indiquant que le CBP pouvait choisir parmi les données de fait par ailleurs disponibles, y compris les renseignements provenant d'une détermination antérieure établie dans une autre enquête du CBP, lorsqu'il appliquait des déductions défavorables en vertu du paragraphe a).

Une personne a également indiqué que, tel qu'il était rédigé, le paragraphe c) de l'article 165.6 appliquait des déductions défavorables même si les renseignements demandés figuraient déjà dans le dossier, ce qui n'était pas équitable. Selon elle, l'identité de la partie qui a fourni le renseignement ne devrait pas avoir de pertinence dès lors que le renseignement avait été fourni au CBP.

Réponse: Le CBP n'est pas d'accord; tel qu'il est rédigé, l'article 165.6 reflète fidèlement le libellé de la loi. La loi et le règlement font tous deux une distinction entre les déductions défavorables à appliquer lorsqu'une partie ne coopère pas et ne se conforme pas à une demande de renseignements supplémentaires du CBP

[[Page 19243]]

dans la procédure en cours (article 165.6 a) et article 412 b) 1) A) de la TFTEA) et les déductions défavorables à appliquer sur la base d'une détermination antérieure établie dans une autre procédure du CBP ou de tout autre renseignement disponible (article 165.6 b) et article 412 b) 2) B) et C) de la TFTEA). Toutefois, dans un souci de clarté et pour éviter toute confusion, le CBP a révisé l'article 165.6 b) afin que le libellé réglementaire ressemble davantage à celui de l'article 412 b) 2) de la TFTEA, sans en modifier le fond. Le CBP a également modifié l'article 165.6 b) pour préciser qu'il pouvait uniquement prendre en considération "tout autre renseignement disponible" qui avait été envoyé au dossier administratif aux fins de l'application de déductions défavorables.

Le CBP estime que lorsqu'il s'agit de déductions défavorables, il faut déterminer si la partie à qui il a demandé des renseignements les a fournis. Le fait qu'une autre partie avait déjà fourni des renseignements au CBP ne dispensait pas la partie de son obligation de fournir les renseignements demandés car la communication de l'autre partie pouvait avoir été incorrecte ou incomplète. Enfin, en ce qui concerne l'argument d'iniquité, les règlements assurent la régularité de la procédure via un réexamen administratif par le CBP et une révision judiciaire par le Tribunal du commerce international des États-Unis (CIT) dans les cas où une partie intéressée estime que des déductions défavorables ont été appliquées de manière inappropriée.

Observation: Une personne a évoqué les cas où le CBP demandait des renseignements à un gouvernement étranger et ne recevait pas de réponse et a indiqué que, dans ces cas, le CBP devrait examiner les données de fait disponibles versées au dossier pour déterminer comment remédier à l'absence de réponse, et arriver à une détermination sur la base de ces données de fait.

Réponse: Le CBP est d'accord car 19 U.S.C. 1517 c) 2) a) iv) et c) 3) indiquent clairement qu'il ne peut pas appliquer de déductions défavorables dans les cas où un gouvernement étranger ne répond pas à sa demande de renseignements. Le CBP fera une détermination sur la base des données de fait disponibles versées au dossier administratif, ce qui peut inclure, entre autres choses, l'application de déductions défavorables à d'autres parties intéressées.



Observation: Une personne a indiqué que le critère "au mieux de ses possibilités" figurant à l'article 165.6 a) était vague et n'était pas défini. Elle a fait valoir qu'on ne savait pas très bien quel niveau de coopération concernant une demande de renseignements du CBP était acceptable ou insuffisant, ce qui rendait le libellé réglementaire inéquitable.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Il veille à ce que la procédure de demande soit transparente pour les parties impliquées dans une enquête EAPA en fournissant tous les documents versés au dossier administratif. De plus, au cours d'une enquête EAPA, il est ménagé suffisamment de temps aux parties à l'enquête, qui comprennent la partie qui dépose l'allégation et l'importateur, ainsi que le producteur étranger ou l'exportateur des marchandises visées, pour rassembler les renseignements demandés et les fournir au CBP. Celui-ci évalue ensuite soigneusement les renseignements, au cas par cas, pour déterminer si la partie a coopéré et s'est conformée à sa demande au mieux de ses possibilités et il tient compte des circonstances spécifiques entourant chaque demande, avant de décider si des déductions défavorables sont appropriées. Les règlements assurent également la régularité de la procédure sous la forme d'un réexamen administratif et d'une révision judiciaire lorsque l'importateur est d'avis que le critère "au mieux de ses possibilités" a été respecté mais que le CBP a néanmoins appliqué des déductions défavorables.

## B. Ouverture des enquêtes (sous-partie B)

La sous-partie B (Ouverture des enquêtes) porte sur l'ouverture d'une enquête, à savoir le dépôt d'une allégation par une partie intéressée ou d'une demande d'enquête (renvoi) par un autre organisme fédéral, spécifie la date de réception d'une allégation et prévoit le regroupement des allégations, ainsi que les renvois au Département du commerce pour déterminer si la marchandise décrite dans l'allégation relève dûment du champ d'application d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs. Les personnes qui ont présenté des observations ont posé des questions sur la disponibilité d'une assistance technique et de conseils pour les petites entreprises et ont demandé des moyens additionnels pour obtenir le retrait d'allégations et de demandes des organismes fédéraux. Le CBP a aussi reçu plusieurs observations concernant le processus de regroupement des allégations, ainsi que ses procédures de notification. Enfin, on a demandé des renseignements additionnels sur le calendrier du renvoi effectué par le CBP concernant le champ d'application et de la procédure du Département du commerce à ce sujet.

Observation: Une personne a dit qu'elle souscrivait à la prescription énoncée à l'article 165.11 e) exigeant que le CBP fournisse une assistance technique et des conseils aux petites entreprises, mais une autre était préoccupée par cette disposition et a indiqué que le CBP ne devrait pas aider les petites entreprises à établir et déposer une allégation. Cette dernière a fait valoir qu'il devrait incomber à la partie qui dépose une allégation de satisfaire aux prescriptions en la matière afin de préserver le caractère équitable et transparent de l'enquête.

Réponse: Le CBP accueille ces observations avec intérêt. Les petites entreprises ont droit à une assistance technique du CBP, sur demande, si elles satisfont aux critères applicables énoncés dans 15 U.S.C. 632 et 13 CFR partie 121. Il fait remarquer que l'article 411 b) 4) E) de la TFTEA exige qu'une assistance technique et des conseils soient fournis aux petites entreprises admissibles pour établir et présenter une allégation. De plus, le CBP encourage les petites et moyennes entreprises à déposer des documents et continue de leur fournir une assistance technique sur demande.

Observation: Une personne a suggéré que le CBP ajoute un paragraphe f) à l'article 165.11, limitant les communications avec le CBP aux parties à l'enquête. Elle a demandé au CBP de ne pas rendre public le dépôt d'une allégation ni d'accepter la moindre communication orale non demandée concernant l'allégation ou l'enquête, ou de répondre à une telle communication, provenant d'une personne autre qu'une partie à l'enquête avant une détermination de ne pas ouvrir d'enquête au titre de l'article 165.15 ou une détermination concernant le contournement des lois au titre de l'article 165.27 a).

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à la demande d'ajouter un paragraphe f) à l'article 165.11 qui limiterait les communications aux parties à l'enquête. Il estime que l'avis d'ouverture d'une enquête, qui comprend les faits et éléments de preuve de l'allégation présentée, est le meilleur moment de notifier toutes les parties à l'enquête, ainsi que le public, en vue de rendre les procédures EAPA aussi transparentes que possible. Si, et quand, des renseignements non demandés sont présentés au CBP concernant une allégation ou une enquête, celui-ci a le pouvoir discrétionnaire de décider, tout au long de l'enquête, s'il versera ou non ces renseignements au dossier administratif (y compris avant l'avis d'ouverture d'une enquête).

Observation: Plusieurs personnes ont contesté l'emploi de l'expression "date de réception" à l'article 165.12 a). Elles ont fait valoir la TFTEA avait pour objectif général que le CBP agisse rapidement et respecte des délais stricts mais que, d'après le libellé du règlement intérimaire, la

date de réception était entièrement sous le contrôle du CBP et que, par conséquent, le libellé du règlement allait à l'encontre du libellé de la loi qui indiquait sans ambiguïté qu'au plus tard 15 jours ouvrables après la réception d'une allégation, le CBP ouvrirait une enquête. Voir 19 U.S.C. 1517 b) 1). Pour les mêmes raisons, d'autres personnes ont demandé au CBP de spécifier le nombre exact de jours dans lesquels il était tenu d'émettre

[[Page 19244]]

un accusé de réception, l'une des suggestions étant que le délai soit d'au plus tard deux jours après la réception de l'allégation.

Réponse: Le CBP ne convient pas qu'il y a lieu de redéfinir l'expression "date de réception" et de spécifier un nombre exact de jours dans lesquels il émet un accusé de réception d'une allégation. Le règlement indique clairement qu'une allégation est reçue lorsque le CBP accuse réception d'une allégation dûment déposée. Une allégation ne peut pas être considérée comme reçue tant qu'elle n'a pas été dûment déposée, à savoir qu'elle contient tous les renseignements et certifications requis conformément à l'article 165.11. La loi et les règlements intérimaires accordent au CBP la flexibilité d'examiner dûment les allégations dans les limites de ses ressources. L'ouverture d'une enquête dans les 15 jours ouvrables qui suivent celui où le CBP est en possession d'une allégation pourrait conduire à une utilisation inefficace des ressources du CBP car des allégations mal déposées ou incomplètes obligeraient le CBP à effectuer un travail qui aurait dû être fait par la personne présentant les allégations.

Observation: Une personne a appelé l'attention sur un scénario qui pourrait se produire dans le contexte d'une interaction entre l'article 165.12 (date de réception d'une allégation) et l'article 165.2 (importations remontant à un an avant la réception d'une allégation). Elle a indiqué qu'en fonction de la date de réception de l'allégation par le CBP conformément à l'article 165.12, le délai pour enquêter sur des importations effectuées dans l'année précédant la réception de l'allégation par le CBP pourrait involontairement devenir plus court si le CBP prenait le temps d'accuser réception de l'allégation et, par conséquent, des importations de marchandises dont il était allégué qu'elles étaient visées pourraient potentiellement se retrouver en dehors de la période d'un an à compter de la date de réception, qui est spécifiée à l'article 165.2.

Réponse: Le CBP ne convient pas que le règlement devrait être modifié pour s'appliquer aux importations effectuées dans l'année précédant la date initiale de présentation de l'allégation, plutôt que la date de réception de l'allégation. Il reconnaît que dans le scénario décrit ci-dessus, il pourrait parfois être difficile de traiter les actions alléguées dans le délai prévu à l'article 165.2. Toutefois, comme cela a été mentionné plus haut en réponse à une autre observation, le CBP a le pouvoir discrétionnaire d'enquêter sur d'autres importations de marchandises visées, à savoir des importations effectuées en dehors du délai d'un an, si les circonstances le justifient.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait modifier l'article 165.12 b) pour prévoir des conséquences en cas de retrait d'une allégation, telles que l'interdiction de présenter une nouvelle allégation après le retrait pendant une période déterminée. Elle a aussi indiqué que la présentation de fausses allégations devrait entraîner des conséquences.

Réponse: Le CBP n'estime pas qu'il convient de lier des conséquences au retrait d'une allégation. Il fait remarquer en outre que les conséquences des fausses déclarations faites dans les enquêtes EAPA sont prévues à l'article 165.5 b) 3).

Observation: Une personne a demandé au CBP de modifier l'article 165.12 b) et l'article 165.14 a) pour permettre le retrait d'une communication par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP, en plus d'un courriel, afin de rendre ces dispositions compatibles avec d'autres dispositions, telles que l'article 165.5 b) 1) et l'article 165.11 a).

Réponse: Le CBP souscrit à cette observation. Au nombre de ses nouvelles fonctionnalités, le portail EAPA permet aux parties de présenter des demandes de retrait en utilisant ce système en tant que moyen approuvé ou déterminé par le CBP. Par conséquent, le CBP a modifié le libellé des articles 165.12 b) et 165.14 a) afin de prévoir des moyens additionnels de présenter des demandes de retrait. Comme cela a été mentionné plus haut, cette fonctionnalité sera disponible sur le portail EAPA dès l'entrée en vigueur de la présente règle finale.

Observation: Une personne a demandé au CBP de regrouper les allégations avant l'ouverture d'une enquête, faisant remarquer qu'il était satisfait au critère "donne raisonnablement à penser" énoncé à l'article 165.15 b) 2) dans les cas où de multiples importateurs participaient à un stratagème pour contourner les lois mais où les renseignements présentés dans chaque allégation concernant un importateur spécifique pouvaient, à eux seuls, ne pas être suffisants pour satisfaire au critère d'ouverture d'une enquête. Cette personne a indiqué qu'il serait impératif dans ces circonstances que le CBP considère les multiples allégations comme satisfaisant au critère "donne raisonnablement à penser" et qu'il les regroupe.

Réponse: En vertu de l'article 165.13 a), le CBP a le pouvoir de regrouper les allégations à tout moment avant qu'une détermination soit rendue (même avant l'ouverture d'une enquête) et il peut le faire s'il est satisfait à certains critères énoncés à l'article 165.13 b).

Observation: Une personne a proposé que le CBP modifie ses règlements pour ménager aux parties à l'enquête la possibilité de formuler des observations sur un regroupement (ou de s'y opposer) avant toute décision à ce sujet. Elle a fait valoir que cette modification favoriserait le dialogue avec les parties sur les raisons pour lesquelles un regroupement serait ou non bénéfique ou astreignant.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette proposition de modification du libellé des règlements. Les règlements intérimaires prévoient déjà la possibilité que des observations concernant le regroupement des allégations soient versées au dossier administratif une fois les mesures provisoires annoncées. Conformément à l'article 165.23 c), les parties à l'enquête ont la possibilité de présenter des renseignements factuels jusqu'au 200<sup>ème</sup> jour de l'enquête. À cet égard, le CBP a révisé le libellé de l'article 165.23 c) 2) des règlements, qui lui accorde le pouvoir discrétionnaire de prolonger officiellement le délai pour la présentation de renseignements factuels de 200 jours, ainsi qu'il est indiqué de façon plus détaillée plus loin dans la section III.

Observation: Une personne a écrit qu'il ne semblait pas approprié de regrouper des allégations dans les enquêtes sur le contournement des lois, car seul l'importateur présentait la déclaration d'importation indiquant si la marchandise était visée par une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs et lui seul pouvait contourner une telle ordonnance. Elle a exprimé l'opinion qu'une simple similitude entre marchandises visées ne devrait pas constituer le fondement d'une allégation de contournement des lois ni, par conséquent, d'un regroupement.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Chaque allégation au titre de l'EAPA concernant un importateur est évaluée en fonction des circonstances propres à l'affaire. Le CBP utilise judicieusement la possibilité de regroupement et fonde sa décision à ce sujet sur différents critères, tels que ceux qui sont énumérés à l'article 165.13 b) 1) à 4). Lorsque des allégations visant des importateurs sont regroupées au stade des mesures provisoires, c'est parce qu'il existe une suspicion raisonnable que tous les importateurs contournent des lois.

Observation: Deux personnes ont indiqué que le CBP devrait autoriser le dépôt d'une allégation visant de multiples importateurs s'ils participaient ensemble à un stratagème pour contourner le paiement de droits. Étant donné que les entités impliquées dans un contournement peuvent recourir à une foule d'importateurs enregistrés en tant qu'alter ego pour importer indûment des marchandises, le fait de limiter une allégation à un seul importateur réduirait l'efficacité des allégations pour les déposants et le CBP et compliquerait la charge de déterminer quel importateur était impliqué dans un contournement. Il a été ajouté que si la confidentialité était une préoccupation, le CBP devrait mettre en œuvre un processus d'ordonnance conservatoire administrative (OCA) dans ces cas.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à ces observations. Chaque allégation au titre de l'EAPA est indépendante. Permettre qu'une allégation vise de multiples importateurs serait problématique si la personne qui la présentait ne nommait pas correctement l'un des importateurs ou fournissait des faits insuffisants concernant l'un des importateurs. Dans ce cas, la personne présentant l'allégation devrait retirer l'allégation visant tous les importateurs afin de présenter une nouvelle allégation visant uniquement un ou plusieurs importateurs. En outre, comme le libellé de la loi qui figure dans 19 U.S.C.

[[Page 19245]]

1517 b) 2) ("... allégation selon laquelle une personne a fait entrer la marchandise visée...") (pas de mise en relief dans l'original) est rédigé au singulier, permettre que des allégations visent plus d'un importateur serait incompatible avec le libellé actuel de la loi et exigerait une modification de la loi. Cela dit, le CBP peut regrouper des allégations dans certaines circonstances. Toutefois, ainsi que cela est expliqué de façon plus détaillée plus loin, le CBP prévoira l'utilisation d'OCA dans le cadre du processus EAPA à l'avenir.

Observation: De nombreuses personnes ont exprimé une préoccupation concernant la période de 95 jours pour la notification de la décision du CBP d'ouvrir une enquête conformément à l'article 165.15 d) 1). Elles ont fait valoir qu'un délai aussi long pour notifier la personne dont il était allégué qu'elle avait contourné des lois de l'ouverture d'une enquête pourrait entraver les droits d'un importateur en matière de régularité de la procédure en limitant considérablement le temps nécessaire pour préparer une défense. Cela pourrait priver cette personne de la possibilité de fournir des renseignements ou des arguments jusqu'à ce que les mesures provisoires aient pris effet. Pour des raisons semblables, on a aussi demandé la publication immédiate de l'avis d'ouverture d'une enquête afin de renforcer la transparence.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à la proposition visant à ce qu'il publie un avis d'ouverture d'une enquête plus tôt que 95 jours civils après qu'une décision d'ouvrir une enquête a été prise. Le CBP a besoin d'un laps de temps suffisant pour enquêter sur les actions de la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois avant de notifier les parties à l'enquête de l'ouverture d'une enquête. Publier un avis d'ouverture d'une enquête plus tôt permettrait à cette personne de changer de tactique afin de perturber le processus d'enquête du CBP. Conformément à 19 U.S.C. 1517 b) 1), le CBP doit rendre une décision sur la question de savoir si l'allégation donne raisonnablement à penser qu'il y a eu contournement dans les 15 jours ouvrables suivant la réception d'une allégation dûment déposée afin d'ouvrir une enquête. Au plus tard 90 jours civils après avoir débuté une enquête, le CBP doit rendre une décision sur la question de savoir s'il existe une suspicion raisonnable que la marchandise visée a été importée sur le territoire douanier des États-Unis par suite d'un contournement des lois. S'il constate que cette suspicion raisonnable existe, le CBP publie un avis combiné d'ouverture d'une enquête et de mesures provisoires dans les cinq jours ouvrables qui suivent cette décision. Sinon, et si aucune mesure provisoire n'est prise, le CBP ne peut publier d'avis d'ouverture d'une enquête qu'au 95<sup>ème</sup> jour de l'affaire. Ainsi, pour faciliter l'administrabilité de cette règle et d'autres règles figurant dans la partie 165, qui prévoient la notification de décisions 5 jours ouvrables après qu'une décision a été rendue, le CBP a révisé l'article 165.15 d) 1). La première phrase de la règle révisée dispose que le CBP donnera un avis de sa décision d'ouvrir une enquête à toutes les parties à l'enquête au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête, supprimant la référence actuelle à la période de 95 jours civils. Par souci de cohérence, le CBP a également modifié la deuxième phrase de l'alinéa d) 1) pour indiquer que s'il existe des mesures provisoires, un avis sera envoyé à toutes les parties à l'enquête au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête.

En outre, cette modification rendra le texte réglementaire conforme au libellé de la loi, qui mentionne uniquement un délai de 90 jours, et uniformisera aussi les processus d'ouverture et de notification d'une enquête, ainsi que les processus suivis pour prendre et notifier des mesures provisoires. Nonobstant ces délais, le CBP peut rendre une décision avant 90 jours s'il est prêt à le faire après une enquête approfondie et notifier les parties à l'enquête dans les 5 jours ouvrables qui suivent cette décision. De plus, lorsqu'il a révisé l'article 165.15 d) 1), le CBP a remplacé le mot "notification" (notification) dans la règle existante par le mot "notice" (avis), car ce qu'il signifie aux parties à l'enquête est effectivement un avis d'ouverture d'une enquête, et non une notification d'une manière différente.

Observation: Une personne a demandé au CBP de modifier l'article 165.15 d) afin de disposer que le CBP notifie non seulement la partie intéressée qui a déposé l'allégation, mais aussi l'importateur dont il est allégué qu'il a contourné des lois, lorsque le CBP détermine de ne pas ouvrir d'enquête.

Réponse: Le CBP n'estime pas qu'il y a lieu de modifier le règlement. Afin de décourager toutes actions de rétorsion potentielles de la part de la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois à l'encontre de la partie qui a formulé les allégations, le CBP n'informerait pas cette première personne d'une décision de ne pas ouvrir d'enquête. S'il détermine qu'il n'ouvrira pas d'enquête en raison de l'insuffisance des éléments de preuve indiquant qu'il existe une probabilité de contournement, le CBP ne voit pas pourquoi il rendrait public le nom de la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois dans un avis de ne pas ouvrir d'enquête.

Observation: Une personne a demandé que le CBP prévoie la possibilité de demander le réexamen administratif d'une décision de ne pas ouvrir d'enquête de façon que le Commissaire du CBP puisse évaluer si la décision a été rendue conformément à l'objectif législatif d'un mécanisme opérationnel pour le contournement potentiel du paiement de droits et aux termes mêmes de l'EAPA.

Réponse: D'après les termes mêmes du paragraphe f) de 19 U.S.C. 1517, un réexamen administratif peut être demandé pour les déterminations faites au titre de 19 U.S.C. 1517 c). Aucune disposition de la loi n'autorise le CBP à procéder au réexamen administratif d'une décision de ne pas ouvrir d'enquête, laquelle n'est pas une détermination au titre de 19 U.S.C. 1517 c). De plus, le CBP offre une assistance technique aux personnes présentant des allégations pour leur permettre de renforcer leurs allégations dans la pratique et ces dernières ont la possibilité de déposer à nouveau des allégations insuffisantes lorsque de plus amples renseignements qui indiqueraient qu'il y a contournement potentiel deviennent disponibles.

Observation: Une personne a recommandé que les règlements soient révisés afin de créer 1 seul délai pour la notification des décisions d'ouvrir ou non une enquête et a suggéré que les 2 délais soient fixés à 30 jours suivant la réception d'une allégation.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à la recommandation de créer un seul délai pour la notification de ses décisions d'ouvrir ou non une enquête. Comme ces décisions sont de nature différente, il n'est pas pratique que le délai qu'il doit observer soit le même. Les critères en matière de preuve et les délais prescrits pour les deux types de décisions sont différents. Ainsi qu'il est

mentionné plus haut, le CBP a 15 jours ouvrables pour déterminer s'il y a lieu ou non d'ouvrir une enquête conformément au critère "donne raisonnablement à penser". S'il détermine qu'il n'ouvrira pas d'enquête, il notifiera la personne présentant les allégations dans les 5 jours ouvrables suivant cette décision, conformément à l'article 165.15 d). S'il détermine dans les 15 jours ouvrables suivant la réception d'une allégation dûment déposée qu'il ouvrira une enquête, le CBP prend généralement 90 jours civils pour déterminer s'il existe une "suspicion raisonnable" avant de décider de mettre en œuvre des mesures provisoires (ou non) et d'informer la personne présentant les allégations et l'importateur de sa décision de mettre en œuvre de telles mesures. Par conséquent, le délai de 30 jours après la réception d'une allégation qui est suggéré est généralement trop court pour permettre au CBP d'examiner tous les faits et de déterminer à la fois s'il y a lieu d'ouvrir une enquête et s'il existe une suspicion raisonnable qu'il y a contournement.

Observation: Une personne a demandé au CBP de spécifier comment il notifiera sa décision d'ouvrir une enquête et lui a demandé d'exiger que les parties formulant des allégations fournissent certains renseignements, tels que le nom d'une personne à contacter, l'adresse postale et électronique de l'importateur dont il est allégué qu'il a contourné des lois, du producteur ou de l'exportateur étranger de la marchandise visée et du gouvernement du pays en provenance duquel

[[Page 19246]]

la marchandise visée a été exportée.

Réponse: Le CBP a fourni les avis d'ouverture d'une enquête aux parties à l'enquête conformément à l'article 165.15 d) 1) par courriel. Avec la mise en œuvre du portail EAPA, il notifie les parties à l'enquête dans le cadre du système via un courriel à la partie présentant les allégations et à la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois. En outre, il publie des versions publiques des avis d'ouverture d'une enquête sur son site Web. De plus, pour répondre à la seconde partie de l'observation, il exige déjà le nom et l'adresse des importateurs; l'inclusion de toute coordonnée spécifique additionnelle dans une allégation constituerait une perte de temps pour les personnes qui la présentent car les coordonnées énumérées dans l'observation ci-dessus ne sont pas toutes pertinentes et, dans certains cas, sont déjà à la disposition du public. Le CBP estime qu'exiger ces renseignements additionnels entraverait la présentation d'allégations, sans que cela soit utile pour le processus d'enquête EAPA.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait ajouter un libellé qui l'autoriserait à engager des affaires de sa propre initiative dans les cas où il est satisfait aux critères énoncés à l'article 165.15 b).

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Une modification de l'article 165.15 b) exigerait une modification législative car 19 U.S.C. 1517 b) 1) et b) 3) autorisent l'ouverture d'une enquête conformément à la présentation d'une allégation par une partie intéressée ou d'une demande par un autre organisme fédéral, mais pas l'ouverture d'office d'une enquête par le CBP.

Observation: Une personne a indiqué que le critère "donne raisonnablement à penser" énoncé à l'article 165.15 b) 2) faisait peser une charge sur les producteurs nationaux qui devaient prouver d'entrée de jeu qu'il y avait contournement afin d'obtenir l'ouverture d'une enquête, alors que la loi demandait uniquement les renseignements raisonnablement à la disposition de la partie qui déposait l'allégation. Voir 19 U.S.C. 1517 b) 2) B).

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Conformément à 19 U.S.C. 1517 b) 2) B), l'allégation doit être accompagnée des renseignements raisonnablement à la disposition de la partie qui dépose l'allégation. Toutefois, le seuil fixé pour l'ouverture d'une enquête est que les renseignements fournis par la personne qui présente l'allégation donnent raisonnablement à penser qu'il y a eu contournement des lois, conformément à 19 U.S.C. 1517 b) 1), soit le même critère qu'à l'article 165.15 b) 2). Le libellé des règlements ne fait pas peser une charge indue sur la personne qui présente l'allégation en imposant un critère plus strict. De plus, le CBP évalue chaque allégation sur le fond en fonction des circonstances propres à chaque cas et décide s'il est satisfait au critère "donne raisonnablement à penser" pour l'ouverture d'une enquête.

Observation: Une personne a suggéré que le CBP publie périodiquement des exemples de renseignements qui ont été jugés raisonnablement à la disposition de la partie intéressée et suffisants pour étayer une allégation dans des enquêtes antérieures, ainsi que des exemples de renseignements suffisants pour satisfaire au critère d'ouverture d'une enquête.

Réponse: Le CBP informe actuellement le public en présentant des exposés sur l'EAPA aux branches de production et il fournit une assistance technique et des conseils lorsque des allégations sont déposées. De plus, ainsi qu'il est mentionné plus haut, le CBP publie des versions publiques des avis d'ouverture d'une enquête sur le site Web [CBP.gov](http://CBP.gov), qui donnent des exemples de renseignements qui satisfont au critère d'ouverture d'une enquête.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait inviter le Département du commerce à rendre publiques les procédures qu'il a l'intention d'utiliser dans les renvois concernant les marchandises visées et à inclure des dispositions permettant aux parties intéressées de présenter des observations.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Il appartient au Département du commerce de décider de la meilleure façon de répondre aux renvois concernant les marchandises visées dans le cadre des enquêtes EAPA, conformément à ses pouvoirs et à ses pratiques actuelles. De plus, le processus de renvoi a bien fonctionné entre les deux organismes et le CBP ne voit pas de nécessité de le modifier.

Observation: Une personne a dit qu'elle souscrivait à la prescription énoncée à l'article 165.16 exigeant que le CBP renvoie une question de champ d'application au Département du commerce à tout moment après la réception de l'allégation, alors qu'une autre personne a indiqué que, dans les cas où cela serait possible, le CBP devrait attendre que les mesures provisoires aient été prises avant de demander une détermination concernant les marchandises visées au Département du commerce. Cette dernière a fait valoir que si le CBP demandait cette détermination avant les mesures provisoires, alors le renvoi concernant les marchandises visées pourrait constituer la première fois qu'un importateur ou une autre partie apprenait l'existence de la procédure concernant le contournement, ce qui pourrait nuire à l'intérêt du CBP en matière d'application des lois de procéder rapidement pour enquêter sur les allégations et recueillir des renseignements avant de prendre des mesures provisoires. Cette personne a également demandé au CBP d'encourager le Département du commerce à agir rapidement lorsqu'il traitait un renvoi concernant des marchandises visées.

Réponse: Le CBP accueille ces observations avec intérêt. Le CBP décide au cas par cas s'il est nécessaire de renvoyer des questions de champ d'application au Département du commerce. Conformément à l'article 165.16 a), il peut demander au Département du commerce de déterminer si des marchandises importées constituent des marchandises visées à tout moment après avoir reçu l'allégation. La loi (19 U.S.C. 1517 b) 4)) ne limite pas la capacité du CBP de renvoyer une question de champ d'application au Département du commerce dans un certain délai mais lui permet de prendre cette décision en fonction des circonstances de l'enquête spécifique. S'agissant de la deuxième partie de la dernière observation, le CBP n'a aucune compétence sur le pouvoir du Département du commerce de fixer des délais et n'exerce aucune influence sur les processus internes d'un autre organisme.

Observation: Une personne a demandé que le CBP modifie les règlements intérimaires pour expliquer plus en détail la procédure du Département du commerce concernant les marchandises visées, ainsi que pour clarifier si les parties intéressées pouvaient ou non participer à cette procédure et si la détermination du Département du commerce concernant le champ d'application pouvait faire l'objet d'un appel.

Réponse: Le Département du commerce traite les renvois et les déterminations concernant les marchandises visées conformément au pouvoir qui lui est conféré par la loi et les règlements, et le CBP ne peut pas modifier ses règlements pour expliquer ou clarifier le pouvoir et les procédures du Département du commerce. Le CBP n'est pas non plus en mesure de se prononcer sur une révision judiciaire concernant une procédure du Département du commerce. Toutefois, nous notons que ce dernier a promulgué des règlements à 19 CFR 351.227 sur les renvois concernant les marchandises visées effectués par le CBP.

Observation: Une personne a demandé que le CBP ajoute une disposition à l'article 165.16 c) pour définir le terme "promptly" (dans les moindres délais). Elle a également suggéré que le CBP effectue un renvoi au Département du commerce dans les 30 jours suivant l'ouverture de l'enquête et qu'il en donne avis dans les 5 jours qui suivent le renvoi.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à la demande consistant à ajouter une disposition pour définir le terme "promptly" (dans les moindres délais). Le CBP fait des déterminations sur les renvois concernant les marchandises visées au cas par cas et renvoie les questions concernant le champ d'application au Département du commerce selon qu'il est approprié. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, il peut effectuer un renvoi au Département du commerce à tout moment après la réception d'une allégation. De plus, il notifie les parties à l'enquête de la date à laquelle il transmet le renvoi concernant les marchandises visées au Département du commerce.

Observation: Une personne a fait valoir que le CBP devrait prévoir un mécanisme permettant à une partie intéressée de demander réparation lorsque le CBP refusait indûment de renvoyer une question de champ d'application au Département du commerce et dans les cas où il suspendait indûment la liquidation des importations lorsque la question de champ d'application était contestée.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cet argument. Le CBP collabore avec les experts internes en la matière appropriés au cours d'une enquête EAPA, ainsi qu'avec le service de liaison avec les douanes du Département du commerce, et

[[Page 19247]]

renvoie les affaires concernant le champ d'application d'une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs au Département du commerce lorsque cela est approprié. Le renvoi concernant les marchandises visées au Département du commerce conformément à 19 U.S.C. 1517 b) 4) est un pouvoir spécifique que le CBP peut utiliser dans les enquêtes EAPA, selon les besoins, et qui devrait être laissé à sa discrétion. Outre le pouvoir du CBP de renvoyer des questions au Département du commerce en vue d'obtenir une détermination concernant les marchandises visées, une partie intéressée peut également demander au Département du commerce de résoudre une question de champ d'application conformément aux règlements du Département du commerce figurant à 19 CFR 351.225 et 19 CFR 351.227. Le CBP ne pense pas qu'un mécanisme additionnel soit nécessaire dans le cadre de l'élaboration des présentes règles. S'agissant de la seconde partie de l'observation, le CBP ne pense pas qu'un processus soit nécessaire pour les cas où l'importateur allègue que le CBP a indûment suspendu la liquidation des importations lorsque le champ d'application était contesté. Si le CBP détermine qu'il existe une suspicion raisonnable que l'importateur a fait entrer des marchandises visées sur le territoire douanier des États-Unis, la TRLED donnera pour instruction au Centre de suspendre la liquidation des importations des marchandises visées qui ont été importées à la date d'ouverture de l'enquête, ou après cette date, ou de prolonger la période prévue pour liquider chaque importation non liquidée des marchandises visées qui ont été importées avant la date d'ouverture de l'enquête, et de prendre d'autres mesures nécessaires pour protéger les recettes. Le CBP doit conclure son enquête pour rendre une détermination concernant le contournement des lois et il n'annule pas les mesures provisoires, telles que la suspension de la liquidation ou la prolongation de la période de liquidation, tant qu'une détermination n'a pas été faite.

#### Procédures d'enquête (sous-partie C)

La sous-partie C (Procédures d'enquête) comprend des dispositions qui énoncent les procédures des enquêtes EAPA, telles que la tenue d'un dossier administratif, la période prévue pour une enquête et la date limite pour faire une détermination, les types de renseignements factuels et les prescriptions relatives à leur présentation, et l'adoption de mesures provisoires. Cette sous-partie décrit également le pouvoir du CBP de procéder à des vérifications des renseignements, traite de la présentation des arguments écrits au CBP et des réponses aux arguments écrits et, enfin, expose le processus à suivre pour rendre une détermination concernant le contournement des lois, fixer des droits et entreprendre d'autres actions en cas de détermination positive. Des questions ont été posées concernant l'accès du public au dossier administratif, la communication de renseignements factuels, le processus relatif aux mesures provisoires, ainsi que le processus de vérification.

Observation: Une personne a indiqué que les règlements n'indiquaient pas clairement comment et dans quelle mesure les parties à l'enquête pourraient avoir accès aux renseignements publics au cours de l'enquête ou du réexamen administratif. Elle a demandé que le CBP modifie les règlements pour inclure une disposition indiquant où se trouvait le dossier administratif public actualisé tenu par le CBP, comment le CBP en garantirait l'accès, et quand et comment il communiquerait les renseignements publics.

Réponse: Le portail EAPA permet aux parties à l'enquête d'avoir accès aux documents publics et aux versions publiques des documents relatifs à la procédure EAPA, ainsi que de consulter le dossier administratif public. De plus, le CBP publie sur son site Web, en temps utile, les versions publiques des avis d'ouverture d'une enquête, des avis d'ouverture d'une enquête et des mesures provisoires, des renvois concernant les marchandises visées et des déterminations concernant le contournement des lois. Enfin, le CBP saisit cette occasion pour annoncer qu'il a commencé à publier les versions publiques des déterminations finales issues de réexamens administratifs.<sup>3</sup> Il a téléchargé les versions publiques antérieures des déterminations finales issues de réexamens administratifs sur son site Web.

<sup>3</sup> Les déterminations finales issues de réexamens administratifs peuvent être consultées en ligne à l'adresse <https://www.cbp.gov/trade/trade-enforcement/tftea/eapa> en cliquant sur le champ intitulé "Request for Administrative Review" (demande de réexamen administratif), puis sur le bouton bleu "Final Administrative Determinations" (déterminations administratives finales). Les déterminations publiées peuvent également être consultées en ligne à l'adresse <https://www.cbp.gov/trade/trade-enforcement/tftea/eapa/requests-administrative-review> en cliquant sur le champ intitulé "Final Administrative Determination" (détermination administrative finale) ou sur le bouton bleu "Final Administrative Determinations" (déterminations administratives finales).



Observation: Une personne s'est félicitée de la possibilité pour les parties à l'enquête de communiquer des renseignements factuels conformément à l'article 165.23 b), tandis qu'une autre a demandé au CBP de préciser à l'article 165.23 a) qu'il pouvait demander des renseignements à toute partie qui avait des renseignements pertinents.

Réponse: Le CBP accueille ces observations avec intérêt. Toutefois, il ne souscrit pas à l'observation selon laquelle les règlements doivent être modifiés pour préciser qu'il peut demander des renseignements à toute partie qui a des renseignements pertinents. L'ensemble des personnes à qui il peut demander des renseignements conformément à l'article 165.23 a) est vaste et le CBP ne pense pas qu'il soit nécessaire de le définir spécifiquement.

Observation: Une personne a indiqué qu'il serait utile pour identifier un importateur, en particulier dans les cas où les importateurs étaient constitués en sociétés sous plusieurs noms différents ou lorsque plusieurs sociétés liées agissaient en tant qu'importateurs enregistrés par l'intermédiaire d'un agent, que le CBP inclue dans le champ d'application d'une enquête EAPA les activités menées par des sociétés liées à un importateur identifié, qui étayaient l'allégation.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette suggestion. Bien qu'une personne présentant des allégations soit libre d'y inclure des renseignements au sujet des activités d'une société liée à un importateur identifié, le libellé de la loi ne l'exige pas. De plus, cette prescription créerait un obstacle additionnel qui pourrait inhiber la présentation de certaines allégations légitimes.

Observation: Une personne a dit souhaiter qu'une liste de signification soit établie aux fins de la signification des versions publiques des documents aux autres parties et a demandé au CBP de modifier les règlements pour énoncer les prescriptions relatives à la tenue de cette liste.

Réponse: Le CBP ne convient pas d'ajouter une prescription relative à la tenue d'une liste de signification dans les règlements. Le CBP communique actuellement les versions publiques des documents aux parties à l'enquête, ce qu'il juge suffisant. Les documents publics et les versions publiques des documents sont également à la disposition des parties à l'enquête sur le portail EAPA.

Observation: Plusieurs personnes ont demandé au CBP de modifier ses règlements de façon que les parties puissent présenter des documents confidentiels via un système de dépôt électronique sécurisé, plutôt que par courrier électronique, et que les avocats et autres parties intéressées puissent suivre facilement l'enquête en cours. On a également demandé au CBP de prévoir la remise en main propre de documents si ceux-ci contenaient des renseignements confidentiels, ou la livraison par courrier si le document à communiquer dépassait une certaine taille.

Réponse: Le portail EAPA permet aux parties de présenter des documents confidentiels et les parties à l'enquête, ainsi que leurs avocats, peuvent suivre l'état d'avancement d'une procédure EAPA. De plus, le CBP autorise déjà la remise en main propre, au cas par cas, lorsque les communications sont volumineuses ou pour la communication de documents confidentiels. Une partie qui souhaite remettre des documents en main propre doit en faire la demande à la TRLED et expliquer pourquoi les documents ne peuvent pas être déposés par voie électronique. Il n'est pas nécessaire de modifier le règlement car l'article 165.5 b) 1) indique déjà que l'option de la remise en main propre est un moyen approuvé ou déterminé par le CBP. S'agissant de la dernière

[[Page 19248]]

observation, la livraison par courrier n'est pas autorisée mais si des limitations de taille posent des problèmes pour le portail EAPA, les parties peuvent contacter l'EAPA Investigations Branch (service des enquêtes EAPA) à l'adresse [epaalllegations@cbp.dhs.gov](mailto:epaalllegations@cbp.dhs.gov).

Observation: Une personne a demandé au CBP d'ajouter une disposition dans les règlements pour permettre que soit d'abord déposée une version d'une communication dont la mise entre crochets n'était pas finale, suivie de la version publique, finale, le jour ouvrable suivant. Cette personne estime que ce délai additionnel est nécessaire pour examiner tout renseignement commercial confidentiel et s'assurer que la version publique est correcte. Elle a fait valoir que cette modification rendrait les règlements du CBP conformes à ceux du Département du commerce, de la Commission du commerce international des États-Unis (ITC) et du CIT.

Réponse: Le CBP ne convient pas qu'il y a lieu de permettre que soit d'abord déposée une version dont la mise entre crochets n'est pas finale, suivie de la version publique, finale, le jour ouvrable suivant. L'article 165.4 a) 2) dispose que la version publique devrait être déposée à la même date que la version confidentielle et donne au CBP la possibilité de rejeter une version publique, si nécessaire. Le dépôt simultané fait en sorte que les autres parties à l'enquête reçoivent les documents en temps utile car seules les versions publiques sont fournies aux autres parties à une enquête EAPA. Les procédures du Département du commerce, de l'ITC et du CIT diffèrent à cet égard en ce sens que des versions confidentielles sont fournies aux autres parties par ordonnances conservatoires.



Observation: Une personne a demandé au CBP de modifier l'article 165.23 c) 1) afin de fixer un délai pour la signification de la version publique d'une communication de renseignements factuels, délai qui n'était pas prévu dans les règlements.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. La première phrase de l'article 165.23 renvoie aux articles 165.4 et 165.5 en ce qui concerne les prescriptions en matière de présentation. Spécifiquement, l'article 165.4 a) 2) prescrit la présentation d'une version publique à la même date que la version confidentielle.

Observation: Une personne a demandé au CBP de clarifier à l'article 165.23 c) 2) si la prescription relative à la signification s'appliquait à la communication de tous les renseignements factuels ou seulement à ceux qui étaient communiqués après un certain stade de l'enquête. Elle a indiqué que, conformément à l'article 165.23 c) 2), les parties qui communiquaient des renseignements factuels étaient tenues d'en signifier une version publique aux parties à l'enquête. Elle a ajouté que si une partie présentant des allégations communiquait des renseignements factuels après l'allégation initiale, mais avant l'adoption de mesures provisoires, on ne savait pas très bien si la signification de ces renseignements à d'autres parties entraverait les efforts en matière d'application des lois du CBP dans les cas où ce dernier n'avait pas encore notifié certaines parties de l'enquête.

Réponse: Le CBP ne convient pas qu'il y a lieu de modifier l'article 165.23 c) 2). Les prescriptions relatives à la signification figurant à l'article 165.4 s'appliquent tout au long de l'enquête; il n'y a pas de distinction dans le règlement, ou dans la pratique, en ce qui concerne le moment de la communication des renseignements factuels. Toutefois, le CBP tient à préciser que tout document présenté avant l'avis d'ouverture d'une enquête sera signifié aux parties à l'enquête par la TRLED peu après la publication de l'avis, quelle que soit la personne qui a présenté ces documents. Par souci de clarté, le CBP a ajouté une phrase à cet effet à la fin de l'article 165.15 e).

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait adopter une règle qui impose des mesures provisoires si le Département du commerce constatait que la marchandise importée était visée par une ordonnance en matière de droits antidumping ou compensateurs et qui repousse les délais du CBP pour achever l'enquête. Sinon, a-t-elle indiqué, si le Département du commerce rendait une détermination concernant le champ d'application qui faisait l'objet d'une révision judiciaire et que les règlements du CBP ne repoussaient pas les délais administratifs du CBP pendant la durée de la révision, il se pourrait qu'un importateur soit qualifié de "personne qui contourne des lois" même si les faits sous-jacents à cette détermination étaient contestés. Elle a exprimé l'opinion que l'ajout d'une règle telle que décrite ci-dessus ferait en sorte que les importateurs ne soient pas qualifiés de personnes qui contournent le paiement de droits avant que tous leurs droits en matière de régularité de la procédure aient été épuisés.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. Le CBP tient compte des décisions de diverses parties prenantes internes et d'autres organismes gouvernementaux lorsqu'il arrive à la décision de prendre des mesures provisoires, mais il peut déterminer en toute indépendance s'il y a lieu d'imposer de telles mesures et quand le faire. Le CBP prend des mesures provisoires après un examen minutieux des faits et des renseignements fournis s'il conclut qu'il existe une suspicion raisonnable qu'il y a eu contournement des lois. La révision judiciaire d'une détermination concernant le champ d'application ne devrait pas suspendre l'enquête EAPA car le CBP doit poursuivre sans retard le processus prévu par les règlements afin de procéder à un examen complet des faits relatifs à l'allégation et de faire une détermination concernant le contournement des lois. Le CBP fait remarquer qu'en prévoyant des délais obligatoires dans l'EAPA, le Congrès a indiqué clairement qu'il souhaitait que le CBP agisse rapidement.

Observation: Une personne a demandé que le CBP modifie l'article 165.24 c) pour indiquer qu'il partagera le dossier administratif public avec le Département du commerce lorsqu'il prendra des mesures provisoires. Elle a fait valoir que le lien entre l'administration et l'exécution que fait le Département du commerce des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs et les efforts du CBP pour lutter contre le contournement dans le cadre de l'EAPA nécessitait que les organismes partagent des renseignements et coopèrent pour optimiser l'exécution des ordonnances.

Réponse: Le CBP ne voit pas la nécessité de modifier les règlements pour qu'il puisse partager le dossier administratif avec le Département du commerce après avoir pris des mesures provisoires. Il partage régulièrement des renseignements avec le Département du commerce en fonction des circonstances de l'affaire et conformément à la loi.

Observation: Une personne a demandé au CBP de préciser à l'article 165.25 que le processus de vérification se déroulait entre l'ouverture de l'enquête et le 200<sup>ème</sup> jour civil suivant et qu'un programme de vérification était inclus. Elle a aussi demandé que les règlements soient modifiés pour prévoir que le CBP verserait un rapport de vérification au dossier administratif.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à l'observation selon laquelle le processus de vérification doit être achevé au plus tard le 200<sup>ème</sup> jour civil suivant l'ouverture d'une enquête. En fait, la vérification

a généralement lieu après que tous les nouveaux renseignements factuels ont été versés au dossier administratif. Le délai pour la communication volontaire de nouveaux renseignements factuels est fixé à l'article 165.23. Pour clarifier qu'il peut procéder à des vérifications avant et après le délai pour la communication volontaire de renseignements factuels, le CBP a révisé le libellé de l'article 165.25 b). Il a également ajouté une phrase au paragraphe b) pour confirmer que le but de la vérification était de s'assurer de l'exactitude des renseignements déjà versés au dossier administratif. S'agissant de la deuxième demande, le CBP fournit déjà un programme de vérification aux parties à l'enquête et ne pense pas qu'il soit nécessaire de l'indiquer spécifiquement dans le règlement.

Pour répondre à la demande concernant le rapport de vérification, le CBP a ajouté un nouveau paragraphe c) indiquant qu'il versera un rapport concernant la vérification, c'est-à-dire le rapport de vérification, au dossier administratif. Le CBP exigera également que la partie qui a fait l'objet de la vérification verse au dossier administratif des pièces relatives à la vérification, qui contiendront généralement des renseignements qu'il a compilés et vérifiés à sa discrétion au cours de la vérification. Conformément à l'article 165.4, le CBP et la partie qui a fait l'objet de la vérification fourniront des versions publiques de leurs documents relatifs à la vérification, qui seront signifiés à toutes les parties à

[[Page 19249]]

l'enquête. Le CBP n'acceptera pas de communications volontaires de nouveaux renseignements factuels à la vérification, après le délai pour ces communications, ainsi que cela est indiqué à l'article 165.23. De plus, les parties à l'enquête ne peuvent pas communiquer de renseignements à titre de réfutation du rapport de vérification du CBP ou des pièces relatives à la vérification. Toutefois, les parties à l'enquête peuvent présenter des arguments écrits au CBP concernant le rapport de vérification et/ou les pièces y relatives conformément à l'article 165.26.

Le CBP a également ajouté un nouveau paragraphe d) indiquant que s'il détermine que des renseignements découverts au cours d'une vérification sont pertinents pour l'enquête et constituent de nouveaux renseignements factuels, il les versera séparément au dossier administratif conformément à l'article 165.23 et permettra aux parties à l'enquête de communiquer des renseignements à titre de réfutation.

Observation: Une personne a indiqué qu'elle souscrivait à l'article 165.26 mais qu'elle craignait que la limite de 50 pages prévue paragraphe d) soit trop courte dans certains cas. Elle a suggéré que le CBP indique explicitement dans le règlement qu'il augmenterait le nombre limite de pages sur demande lorsque des raisons valables seraient exposées.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette proposition et maintient le règlement tels qu'il est actuellement rédigé. Les arguments écrits sont un résumé des éléments de preuve versés au dossier et les nouveaux renseignements ne sont pas autorisés. Le CBP estime que 50 pages est une limite raisonnable et ne voit pas la nécessité de prévoir des exceptions dans le règlement.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait préciser à l'article 165.26 c) qu'il pouvait demander à toute partie intéressée de présenter des arguments écrits sur toute question.

Réponse: Le CBP estime que, tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 165.26 c) est dûment limité aux parties à l'enquête. Toutefois, pour rendre la terminologie de cet article plus claire, il a remplacé les termes "any party" (toute partie) à l'enquête par les termes "the parties" (les parties) à l'enquête.

Observation: Une personne a fait valoir que le CBP devrait indiquer clairement à l'article 165.27 a) qu'une détermination devait être fondée sur des éléments de preuve substantiels versés au dossier et ajouter une référence au dossier administratif défini à l'article 165.21.

Réponse: Le CBP ne voit pas la nécessité d'ajouter une clarification dans le règlement. Le libellé de l'article 165.27 a) indique déjà qu'une détermination est fondée sur des éléments de preuve substantiels concernant le point de savoir si la marchandise visée a été importée sur le territoire douanier des États-Unis par contournement. De plus, l'article 165.21 a) dispose que le CBP tient un dossier administratif dans le but de faire une détermination concernant le contournement des lois au titre de l'article 165.27. Lorsque les deux règles sont lues ensemble, il est indiqué clairement que la détermination du CBP concernant le contournement des lois est fondée sur des éléments de preuve substantiels versés au dossier administratif. Dans la pratique actuelle, le CBP indique dans ses déterminations positives qu'il a examiné le dossier administratif et constaté qu'il contenait des éléments de preuve substantiels concernant le contournement.

Observation: Une personne a proposé que le CBP ajoute une phrase à l'article 165.27 b) pour indiquer qu'il fournira une version publique du dossier administratif aux parties à l'enquête au plus tard cinq jours ouvrables après avoir fait une détermination concernant le contournement des lois, le même jour que celui où il leur enverra un résumé de la détermination qui contient uniquement

des renseignements à la disposition du public. Le libellé proposé reprendrait le libellé de l'article 165.24 c) pour les mesures provisoires, qui prévoit une notification aux parties à l'enquête de la décision et d'une version publique du dossier administratif, le même jour.

Une autre personne a proposé que l'article 165.27 b) soit modifié pour donner une explication publique, détaillée et significative de ce qui devrait être inclus dans le résumé de la détermination du CBP concernant le contournement des lois étant donné que ce résumé constituerait la base principale de la décision d'une partie de demander ou non un réexamen administratif, puis une révision judiciaire.

Réponse: S'agissant de la première observation, le dossier administratif peut être consulté sur le portail EAPA dès que les parties à l'enquête sont notifiées de l'ouverture d'une enquête, puis tout au long du reste de l'enquête. Le CBP ne convient pas que le règlement doit être modifié à cet effet. Conformément à l'article 165.27 b), le CBP fournira aux parties à l'enquête un résumé de la détermination concernant le contournement des lois, qui contiendra uniquement des renseignements à la disposition du public. Dans la version publique de cette détermination, le CBP inclut un bref résumé des renseignements caviardés entre parenthèses qui étaient réputés constituer des renseignements commerciaux confidentiels. De plus, ainsi que cela est indiqué de façon plus détaillée plus loin, le CBP prévoira un processus OCA de façon que les parties à l'enquête puissent avoir accès aux renseignements commerciaux confidentiels. Par conséquent, la modification proposée de l'article 165.27 b) n'est pas nécessaire.

Observation: Une personne a indiqué qu'il n'apparaissait pas que l'article 165.27 envisageait la publication d'une détermination concernant le contournement des lois. De plus, seules les parties à l'enquête avaient accès à un résumé. Elle a proposé que le CBP ajoute un nouveau paragraphe c) à l'article 165.27 indiquant qu'au plus tard 90 jours après avoir fait une détermination concernant le contournement des lois, le CBP publierait un résumé de la détermination dans le Customs Bulletin (bulletin des douanes) qui contiendrait uniquement des renseignements à la disposition du public, ou qu'il ferait en sorte d'une autre manière que la détermination puisse être consultée par le public.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette proposition de modification de l'article 165.27. En plus d'informer les parties à l'enquête au sujet de la détermination, par voie électronique le CBP publie une version publique de la détermination sur son site Web. Cette version publique peut également être consultée par les parties à l'enquête sur le portail EAPA.

Observation: Une personne a indiqué que le droit des parties à une révision judiciaire, tel qu'il était accordé dans 19 U.S.C. 1517 g), était restreint par les règlements car, en vertu de ceux-ci, les parties avaient uniquement droit aux renseignements publics, ce qui les empêchait d'avoir une connaissance complète du fondement de la détermination du CBP. Cette personne est d'avis que le CBP doit ménager un certain accès aux renseignements exclusifs aux parties à l'enquête afin de donner plein effet à la loi.

Réponse: Le CBP convient de donner accès aux renseignements exclusifs d'une autre partie. Comme il est indiqué de façon plus détaillée plus loin, il établira un processus OCA permettant la divulgation de renseignements commerciaux confidentiels aux parties à l'enquête.

Réexamen administratif des déterminations (sous-partie D)

La sous-partie D (Réexamen administratif des déterminations) spécifie les prescriptions à satisfaire pour demander le réexamen administratif d'une détermination concernant le contournement des lois, traite de la communication des réponses à une demande de réexamen administratif et décrit le pouvoir du CBP de demander des renseignements additionnels aux parties à l'enquête. Cette sous-partie porte également sur le critère d'examen d'un réexamen administratif, la possibilité de demander une révision judiciaire de la détermination administrative finale, les sanctions potentielles et les autres actions que le CBP peut entreprendre conformément à toutes autres lois pertinentes. Le CBP a reçu des observations concernant la publication des déterminations administratives finales et la disponibilité des renseignements à titre de réfutation au cours d'un réexamen administratif, ainsi que des questions sur le processus d'examen *de novo* pour les réexamens administratifs.

Observation: Une personne a exprimé des préoccupations concernant le délai de 30 jours ouvrables (article 165.41 d)) pour demander

[[Page 19250]]

le réexamen administratif d'une détermination concernant le contournement des lois et a demandé que des éclaircissements soient donnés dans les règlements. Elle a indiqué qu'on ne savait pas clairement si le terme "issuance" (remise) figurant dans le règlement désignait la date à laquelle le CBP signait la détermination initiale, la date à laquelle elle était envoyée aux parties, la date à laquelle elle était reçue par les parties, ou une autre date.

Réponse: Le CBP saisit cette occasion pour préciser que la date de remise est la date à laquelle la détermination est signée par le CBP et également transmise par voie électronique aux parties à l'enquête. Dans les rares cas où la détermination concernant le contournement des lois est signée un jour et transmise par voie électronique le jour ouvrable suivant, la date de la transmission électronique est considérée comme étant la date de remise.

Observation: Une personne a demandé que les règlements soient modifiés pour autoriser expressément la communication de renseignements à titre de réfutation dans les réexamens administratifs.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette observation. En vertu de l'article 165.44, il peut demander des renseignements écrits additionnels aux parties à l'enquête à tout moment pendant le processus de réexamen administratif; toutefois, ces demandes visent exclusivement à obtenir des renseignements spécifiques liés à un dossier qui a déjà été créé au cours de l'enquête. Le CBP dispose d'un période d'examen stricte de 60 jours ouvrables pour rendre une détermination sur la demande de réexamen administratif. Voir 19 U.S.C. 1517 f) et 19 CFR 165.41 i). Tout renseignement présenté par les parties à titre de réfutation de renseignements additionnels demandés par le CBP réduirait le nombre de jours dont dispose le Bureau des règlements et des décisions (RR) pour procéder à un examen *de novo* des renseignements versés au dossier et rendre une détermination administrative finale. Toutefois, si le CBP devait déterminer que la communication de renseignements à titre de réfutation serait utile, l'article 165.44 l'autorise à en faire la demande.

Observation: Une personne a dit que le libellé de l'article 165.45 était contradictoire car il indiquait que le processus de réexamen administratif consistait en un examen *de novo* et, en même temps, qu'il reposait sur les faits et circonstances spécifiques figurant déjà dans le dossier administratif. L'auteur de l'observation estime que les parties devraient pouvoir fournir tout renseignement qu'elles jugent approprié dans le processus de réexamen administratif puisqu'il s'agit d'un examen *de novo*.

Réponse: Le CBP ne souscrit pas à cette demande. L'EAPA exige qu'un réexamen administratif soit effectué dans un délai de 60 jours ouvrables (19 U.S.C. 1517 f)), ce qui contraste avec le délai beaucoup plus long (jusqu'à 360 jours civils) dont dispose le CBP pour rendre une détermination concernant le contournement des lois. Le court délai prévu pour le réexamen administratif ne permet pas au CBP d'accepter les renseignements additionnels que les parties souhaitent présenter. Le réexamen administratif doit plutôt reposer uniquement sur les faits qui figurent déjà dans le dossier, sauf si le CBP estime qu'il a besoin de renseignements additionnels conformément à l'article 165.44 pour pouvoir rendre sa décision, ainsi que cela est mentionné plus haut. Pour apporter des éclaircissements supplémentaires, le CBP a ajouté le membre de phrase "in response to a request by CBP" (en réponse à une demande du CBP) avant les mots "pursuant to Sec. 165.44" (conformément à l'article 165.44) afin de souligner qu'il examinera uniquement les renseignements additionnels qu'il a spécifiquement demandés.

Observation: Une personne a demandé au CBP d'ajouter un paragraphe à l'article 165.46 qui dispose que les déterminations administratives finales sont publiées dans le Customs Bulletin (bulletin des douanes) ou sont rendues autrement accessibles de manière à permettre au public d'en prendre connaissance au plus tard 90 jours après la remise de la détermination administrative finale.

Réponse: Le CBP ne considère pas qu'il y a lieu de modifier le règlement car il n'est pas nécessaire d'inclure une prescription relative à la publication de la détermination administrative finale dans le texte réglementaire. Comme il est indiqué de façon plus détaillée plus haut, le CBP a commencé à publier les déterminations administratives finales, qui contiennent uniquement des renseignements publics, sur son site Web.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait clarifier qu'aucune action entreprise en dehors de l'enquête EAPA ne désavantagera les informateurs au titre de la "False Claims Act" (Loi sur les allégations fallacieuses) (FCA). Elle a indiqué que l'article 165.47 disposait expressément qu'aucune action entreprise au titre de l'EAPA n'empêchait le CBP d'imposer des sanctions de toute nature en rapport avec ces affaires ou d'entreprendre des actions au titre de toutes autres lois pertinentes et que le CBP devrait étendre cette reconnaissance aux allégations formulées au titre de la FCA dans les règlements finals.

Réponse: Le CBP ne convient pas qu'il y a lieu de clarifier l'article 165.47. Les enquêtes EAPA n'empêchent pas les actions entreprises par le CBP ou d'autres organismes gouvernementaux en vertu d'autres dispositions, y compris la FCA, et les droits du CBP et d'autres organismes gouvernementaux de mener des enquêtes ou de prendre des mesures d'exécution dans les affaires visées par les dispositions de l'EAPA sont déjà établis à l'article 165.47. Voir aussi 19 U.S.C. 1517 h).

Observation: Plusieurs personnes ont indiqué qu'une détermination concernant le contournement des lois ne devrait pas être protestable et ont demandé que le CBP clarifie dans les règlements que le processus administratif et la révision judiciaire prévus à 19 U.S.C. 1517 f) à g) étaient les seules voies par lesquelles une partie pouvait contester une détermination.

Réponse: Le CBP convient qu'une détermination concernant le contournement des lois rendue à l'issue d'une enquête EAPA n'est pas une décision protestable. Les articles 1517 f) à g) de 19 U.S.C. établissent des processus de réexamen administratif et de révision judiciaire pour les déterminations faites par le CBP au titre de l'EAPA. Ces processus de réexamen administratif et de révision judiciaire sont les seuls moyens par lesquels les déterminations au titre de l'EAPA peuvent être réexaminées. Toutefois, le CBP ne voit pas la nécessité de le clarifier à ce stade dans les règlements finals.

Autres observations

Observation: De nombreuses personnes ont demandé que le CBP rende publics des événements clés, tels que l'ouverture d'une enquête, ou une détermination concernant le contournement des lois, à une communauté commerciale plus large, que ce soit sous la forme d'un dossier de consultation ou d'un autre type de processus de publication pour les documents clés. Elles ont fait valoir que cette communication dissuaderait de futures tentatives de contournement et favoriserait un plus grand respect des lois par toutes les parties.

Réponse: Le CBP publie déjà sur son site Web les versions publiques des avis d'ouverture d'une enquête, des avis d'ouverture d'une enquête accompagnés de mesures provisoires (si le CBP prend des mesures provisoires après avoir ouvert une enquête), des renvois concernant les marchandises visées, des déterminations concernant le contournement des lois et, dorénavant également, des déterminations administratives finales. Afin de promouvoir encore plus la transparence du processus EAPA, ces décisions peuvent être consultées sur le portail EAPA par les parties à l'enquête.

Observation: Plusieurs personnes ont exhorté le CBP à créer un processus OCA ou un processus semblable dans les règlements finals, qui permettrait aux représentants autorisés des parties intéressées d'obtenir et d'examiner les renseignements confidentiels communiqués par d'autres parties intéressées. Bien qu'elles aient reconnu que la loi n'autorisait pas explicitement le CBP à créer une OCA, elles ont fait remarquer que cette autorisation législative spécifique n'était pas nécessaire étant donné que le Congrès avait largement autorisé le CBP à promulguer les règlements nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions de la TFTEA. Elles allèguent que l'absence d'OCA entrave de diverses façons la capacité des parties à participer de manière significative aux procédures EAPA. Elles font valoir que les parties concernées par une décision du CBP n'auront pas pleinement accès aux renseignements figurant dans le dossier administratif à moins qu'une révision judiciaire ne soit demandée. De plus, l'impossibilité d'avoir accès aux renseignements commerciaux confidentiels des autres parties empêche les parties à l'enquête de fournir des renseignements à titre de réfutation et de

[[Page 19251]]

présenter des arguments au niveau administratif qui sont fondés sur un examen de l'ensemble des renseignements. Enfin, elles font valoir que l'absence d'OCA rend le processus administratif plus lourd pour le CBP car ce dernier doit répondre à des arguments et des éléments de preuve dénués de pertinence et présentés par des parties qui, sans un accès complet au dossier, ne peuvent pas en évaluer la nature ni les allégations des autres parties.

Réponse: Le CBP convient que le Congrès lui a conféré le pouvoir de "prescrire les règlements qui pourr[aient] être nécessaires" afin de mettre en œuvre les prescriptions de la loi. Le CBP, par règlement, a créé une procédure d'enquête qui permet aux parties de participer à l'enquête. En vertu de l'article 165.4, toute partie qui communique des renseignements au CBP peut demander le traitement confidentiel des renseignements susceptibles d'être protégés en vertu de 5 U.S.C. 552 b) 4). La partie doit identifier ces renseignements confidentiels en les plaçant entre parenthèses, en inscrivant la mention "confidentiel" sur la première page et en expliquant pourquoi elle demande le traitement confidentiel. La partie intéressée doit également déposer une version publique du document confidentiel. En vertu de l'article 165.4 a) 2), la version publique doit contenir un résumé des renseignements confidentiels qui soit suffisamment détaillé pour permettre d'en comprendre raisonnablement la teneur. Si la partie intéressée qui communique les renseignements allègue que ceux-ci ne sont pas susceptibles d'être résumés, l'allégation doit être accompagnée d'une explication complète des raisons à l'appui de cette allégation. Les résumés publics qui ne satisfont pas à cette prescription seront rejetés.

De plus, afin de permettre une participation significative à la procédure, et à des fins de transparence, le CBP n'acceptera pas les demandes de traitement confidentiel des renseignements suivants: 1) le nom de la partie à l'enquête qui fournit les renseignements et du représentant qui les dépose en son nom, le cas échéant, ainsi que l'adresse électronique à utiliser à des fins de communication et de signification; 2) la base sur laquelle la partie qui formule l'allégation peut prétendre à la qualité de partie intéressée au sens de l'article 165.1; 3) le nom et l'adresse de

l'importateur visé par l'allégation; 4) la description de la marchandise visée; et 5) les ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs applicables.

Bien que le CBP estime que le processus décrit ci-dessus ménage aux parties à l'enquête une possibilité significative de participer à l'enquête EAPA, il prend acte du fait que, le 27 juillet 2023, la Cour d'appel des États-Unis a rendu une décision dans l'affaire *Royal Brush Mfg. v. United States*, 75 F.4th 1250 (Fed. Cir. 2023) en ce qui concerne la nécessité d'une ordonnance conservatoire administrative dans cette affaire. À la lumière de cette décision qui fait jurisprudence, le CBP réexamine ses procédures concernant la divulgation des renseignements commerciaux confidentiels au cours des enquêtes EAPA. À cet égard, il a modifié l'article 165.4 et ajouté un libellé dans le texte introductif du paragraphe a) pour indiquer que s'il était satisfait aux prescriptions de l'article 165.4 et que les renseignements étaient privilégiés ou confidentiels conformément à 5 U.S.C. 552 b) 4), le CBP traiterait les renseignements commerciaux comme confidentiels et rendrait une OCA, en conformité avec le mandat exposé dans l'affaire *Royal Brush*. De plus, le CBP a ajouté un nouveau paragraphe f), qui dispose que dans chaque enquête où il accède à une demande de traitement confidentiel des renseignements commerciaux, le CBP rendra une OCA qui contiendra des conditions permettant aux représentants des parties à l'enquête d'avoir accès aux renseignements commerciaux confidentiels. Le CBP publiera des orientations pour fournir des renseignements additionnels sur ce nouveau processus d'OCA et il étudie également la possibilité d'élaborer un règlement distinct dans le but de codifier davantage le processus OCA. Enfin, le CBP a apporté plusieurs modifications additionnelles à l'article 165.4, sans rapport avec le processus OCA, qui figurent plus loin dans la section III.

Observation: Plusieurs personnes ont indiqué que le CBP devait respecter les délais prescrits par la loi et qu'il devrait clarifier que ces délais étaient obligatoires dans les règlements finals.

Réponse: Le CBP respecte tous les délais prévus par la loi, tels que la décision de prendre des mesures provisoires au plus tard 90 jours après l'ouverture d'une enquête au titre de 19 U.S.C. 1517 e), la détermination concernant le contournement des lois au plus tard 300 jours après l'ouverture d'une enquête conformément à l'article 1517 c) 1) A) et la période de 60 jours ouvrables pour faire une détermination administrative finale conformément à l'article 1517 f) 2). Le CBP ne pense pas qu'il soit nécessaire d'effectuer une clarification dans les règlements finals.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait préciser dans les règlements finals que toutes les communications *ex parte* sur le fond seraient consignées dans le dossier administratif et que les versions publiques de ces communications consignées par écrit devraient être divulguées dans les moindres délais aux autres parties à la procédure.

Réponse: Le CBP ne considère pas que la consignation des communications *ex parte* doit être énoncée spécifiquement dans les règlements. Les communications *ex parte* sur le fond sont consignées et, dans la pratique, les versions publiques sont divulguées aux parties à l'enquête.

Observation: Une personne a exprimé des préoccupations concernant l'article 411 b) 4) B) de la TFTEA, spécifiquement la communication à une ou plusieurs parties ayant présenté une allégation de contournement des lois de renseignements sur l'état d'avancement de l'examen de l'allégation effectué par le CBP et la décision connexe d'ouvrir ou non une enquête administrative ou de prendre ou non d'autres mesures par suite de l'allégation. Elle a indiqué qu'il apparaissait que cette disposition autorisait le CBP à permettre à la partie présentant des allégations de demander des documents fédéraux, qui incluraient probablement des renseignements commerciaux confidentiels de l'importateur. Elle a fait valoir en outre que cette disposition désavantageait l'importateur en donnant à la partie présentant des allégations des renseignements que l'importateur ne pouvait pas examiner et dont il n'avait pas connaissance, ce qui rendait cette disposition fondamentalement injuste.

Réponse: Le CBP n'est pas d'accord avec l'auteur de l'observation, qui n'interprète pas la loi de la manière dont le CBP applique l'EAPA. Bien que la partie présentant des allégations puisse savoir que le CBP traite une allégation avant que la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois le sache, le CBP ne partage les renseignements commerciaux confidentiels d'autres entités avec la partie présentant des allégations à aucun stade de l'enquête. Toutes les parties à l'enquête sont informées du fait que des mesures provisoires sont prises ou non une fois qu'une enquête est en cours et sont autorisées à participer à l'enquête à partir de ce moment.

Observation: Une personne a indiqué que le CBP devrait prescrire des règles obligeant les courtiers en douane à recueillir et vérifier des renseignements concernant les entreprises qui s'adressaient à eux en vue d'agir en vue d'agir comme importateur enregistré.

Réponse: Le CBP remercie l'auteur de l'observation pour sa contribution; toutefois, cette observation ne relève pas du champ des présents règlements au titre de l'EAPA.

### III. Modifications techniques et clarifications des règlements intérimaires

En plus d'examiner attentivement les observations du public et d'y répondre, le CBP a examiné les règlements intérimaires dans leur totalité pour évaluer l'efficacité du processus EAPA établi et déterminer si des règles autres que celles qui sont traitées plus haut en réponse aux observations du public devraient être modifiées. Dans le cadre de cet examen, le CBP a apporté quelques modifications pour clarifier et actualiser les règlements intérimaires en mettant l'accent sur son objectif qui consistait à faire en sorte que le processus soit clair et transparent et en alignant ses pratiques actuelles sur les règlements.

Il a apporté quelques modifications à l'article 165.1 en clarifiant et en actualisant quelques-unes des définitions existantes et en ajoutant une définition. Premièrement, dans un souci de clarté, le CBP a légèrement modifié la phrase de la définition du

[[Page 19252]]

terme "allegation" (allégation) figurant à l'article 165.1. Ensuite, il a supprimé la référence à l'EAPA dans la définition de l'abréviation "TRLED" figurant à l'article 165.1 et l'a remplacée par une référence à la "Trade Facilitation and Trade Enforcement Act of 2015" (TFTEA) (Loi de 2015 sur la facilitation des échanges et l'application des règles commerciales) car cette référence est plus précise. Il a également ajouté une définition de l'expression "Business day" (jour ouvrable) à l'article 165.1, qui reprend le libellé figurant dans 19 CFR 101.1. Le CBP a reçu une observation générale concernant le traitement du jour de l'investiture du président (20 janvier ou 21 janvier si le 20 janvier tombe un dimanche) dans le contexte du calcul des délais et il tient à saisir cette occasion pour clarifier sa position à ce sujet car ce jour férié dans la région de Washington, DC, a lieu tous les quatre ans. Ainsi, en vertu de la nouvelle définition, et conformément à 5 U.S.C. 6103 c), le jour de l'investiture du président n'est pas considéré comme un jour ouvrable aux fins d'une enquête EAPA.

Le CBP a apporté plusieurs modifications à l'article 165.4 en plus des modifications susmentionnées. Il a ajouté une phrase à la fin du paragraphe a) pour indiquer que tous les documents et communications qui lui étaient présentés après l'avis d'ouverture d'une enquête devaient être signifiés à toutes les parties à l'enquête par l'entité qui les présentait. Pour les documents commerciaux confidentiels, une version publique devait également être signifiée, conformément à l'article 165.4 a) 2). Cet ajout n'est pas une modification mais une simple confirmation de la pratique du CBP. De plus, le CBP a inclus un libellé dans la phrase introductive du paragraphe b) pour clarifier que les communications rejetées parce qu'elles ne satisfaisaient pas aux prescriptions de l'article 165.4 a) ne seraient pas versées au dossier administratif. Le même libellé concernant le versement au dossier administratif a été ajouté à l'article 165.4 b) 3), qui énonce les effets d'une communication rejetée. Enfin, le CBP a ajouté le membre de phrase "unless the submitting interested party takes any of the actions in paragraph (b)(2) of this section within the timeframe specified in that paragraph" (sauf si la partie intéressée qui présente la communication entreprend l'une quelconque des actions visées au paragraphe b) 2) du présent article dans le délai spécifié dans ce paragraphe) à la fin de la phrase introductive du paragraphe b), faisant référence à la possibilité d'une action corrective, conformément à l'article 165.4 b) 2), en cas de communication non conforme.

En outre, le CBP a ajouté deux phrases à la fin du paragraphe e), indiquant que les parties qui n'étaient pas déjà soumises aux prescriptions de l'article 165.4, telles que les fournisseurs ou les clients, devaient respecter les prescriptions énoncées aux articles 165.4 et 165.5 lorsqu'elles déposeraient des communications. Par cette modification, le CBP clarifie qu'il s'attend actuellement à ce que les parties intéressées et les autres parties qui lui présentent des renseignements respectent les mêmes prescriptions en matière de présentation. De plus, l'article 165.5 b) dispose que toutes les communications présentées au CBP doivent respecter les prescriptions énoncées dans la partie 165. Par conséquent, l'ajout des deux phrases au paragraphe e) clarifie simplement les prescriptions énoncées aux articles 165.4 et 165.5, ainsi que l'effet d'une communication non conforme.\4\

-----  
 \4\ Le CBP a ajouté l'article 165.5 b) 4) dans cette règle finale et l'ajout est expliqué de façon plus détaillée plus loin.  
 -----

À l'article 165.5 b) 2), le CBP a ajouté un libellé pour clarifier que la prescription en matière de certification, ainsi que d'autres prescriptions en matière de présentation énoncées aux articles 165.4 et 165.5, s'appliquait non seulement aux communications des parties intéressées,

mais aussi aux communications que le CBP demandait à toute autre partie. Enfin, il a remplacé la référence à "19 CFR" par un symbole d'article à deux endroits de l'article 165.5 b) 2) ii) et iii) pour rendre ces références conformes à d'autres références figurant dans les règlements.

De plus, le CBP a ajouté un nouveau paragraphe à l'article 165.5 b) 4), intitulé "Nonconforming submissions" (communications non conformes), clarifiant qu'il rejetterait les communications ne satisfaisant pas au paragraphe b) du présent article, qu'il ne les prendrait pas en considération et qu'il ne les verserait pas au dossier administratif. À l'article 165.5 c) 1), il a ajouté un libellé à la première phrase pour clarifier que la demande de prolongations s'appliquait non seulement aux délais réglementaires, mais aussi à tout délai pour la communication de renseignements qu'il avait demandés. Le CBP a autorisé des demandes de prolongation de délais non réglementaires dans des enquêtes antérieures et il saisit cette occasion pour confirmer dans le règlement qu'une partie peut demander la prolongation d'un délai qu'il a fixé. De plus, le CBP a ajouté les mots "by the requester" (par le demandeur) à la fin de la troisième phrase du paragraphe c) 1), dans la définition d'une circonstance exceptionnelle, à savoir un événement imprévu qui n'aurait pas pu être évité même si le demandeur avait pris des mesures raisonnables. Au paragraphe c) 2), il a remplacé les mots "retain it in" (conserver dans) le dossier administratif par "place it on" (verser au) dossier administratif pour rendre le libellé conforme à d'autres articles qui avaient un libellé semblable.

Le CBP a révisé le libellé figurant dans la deuxième phrase de l'article 165.13 c) en remplaçant la référence aux 95 jours civils par un libellé reflétant sa pratique qui consistait à notifier les parties à l'enquête dans les 5 jours ouvrables suivant l'officialisation d'une décision d'ouvrir une enquête et d'une décision de regroupement après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête. Cette modification est semblable à celle qui a été apportée à l'article 165.15 d) 1), ainsi qu'il est expliqué plus haut. Les modifications apportées à l'article 165.13 c) et à l'article 165.15 d) 1) uniformiseront les règles relatives au moment prévu pour la notification des décisions rendues par le CBP tout au long du processus d'enquête EAPA. Le CBP a également remanié la première phrase de l'article 165.13 d) pour en faciliter la lecture et ajouter une référence aux documents publics qui devaient être signifiés aux parties à une enquête qui n'avait pas encore été regroupée une fois que les parties visées par le regroupement en étaient informées. Tant les versions publiques des documents que les documents publics sont versés au dossier administratif dans le cadre de l'enquête EAPA. Enfin, dans un souci de clarté, le CBP a remplacé les deuxième et troisième mentions du terme "upon" qui figuraient dans la première phrase de l'article 165.13 d) par le terme "on" (au).

Le CBP a modifié la première phrase de l'article 165.14 a) pour inclure les mots "but not limited to" (mais pas exclusivement) après "including" (y compris) afin de souligner que tout organisme fédéral, en plus du Département du commerce et de l'ITC, pouvait demander une enquête au titre de la partie 165.

Le CBP a ajouté une phrase à l'article 165.16 d) pour inclure les mesures provisoires prévues à l'article 165.24, ainsi que le délai pour décider s'il y avait lieu d'ouvrir une enquête et le délai pour rendre une détermination concernant un contournement des lois au titre de l'article 165.27, disposant que le temps imparti pour tout renvoi au Département du commerce et toute détermination par ce dernier ne serait pas pris en compte dans les délais mentionnés dans ce paragraphe. Le règlement est fondé sur le libellé figurant dans 19 U.S.C. 1517 b) 4) C), qui dispose que le temps requis pour le renvoi au Département du commerce et la détermination ne sera pas pris en compte dans le calcul des délais prescrits au titre de cet article, et les mesures provisoires sont également mentionnées au paragraphe e) de l'article 1517.

À l'article 165.22 a) et d), le CBP a remplacé l'expression "not later" par "no later" (au plus tard) afin d'assurer la cohérence avec l'utilisation de cette expression dans d'autres règlements. Cette modification technique ne change pas les délais liés à une détermination concernant le contournement des lois figurant dans cet article. Au paragraphe d), le CBP a remplacé le mot "notification" (notification) par "notice" (avis) dans le titre du paragraphe pour mieux refléter sa pratique consistant à signifier un avis aux parties à l'enquête, et non à leur adresser une simple notification d'une prolongation du délai pour faire une détermination concernant le contournement des lois. De plus, le CBP a reformulé une partie du libellé de l'article 165.22 b) pour reprendre le libellé de l'article 165.13 a) et, dans cette règle finale, les deux articles comprendront le membre de phrase "date of receipt of the first properly filed allegation" (date de réception de la première allégation dûment déposée) au lieu du membre de phrase "date on which CBP receives the first of such allegations" (date à laquelle le CBP reçoit la première de ces allégations).

À l'article 165.23 b), le CBP a remplacé les mots "Any party" (toute partie) à l'enquête au début de la phrase par les mots "The parties" (les parties) à l'enquête. Cette modification clarifie son intention sur le point de savoir qui peut communiquer des renseignements additionnels et rend le libellé conforme à



[[Page 19253]]

l'expression "parties to the investigation" (parties à l'enquête), définie à l'article 165.1. Pour en faciliter la lecture, le CBP a remanié l'article 165.23 c) 2) en le divisant en un sous-alinéa i) portant sur les prescriptions liées à la communication volontaire de renseignements factuels et un sous-alinéa ii) détaillant les prescriptions relatives à la communication de renseignements à titre de réfutation des renseignements factuels communiqués.

Dans le nouveau paragraphe c) 2) i), le CBP a ajouté un libellé qui lui donne le pouvoir discrétionnaire de prolonger le délai pour la communication volontaire de renseignements factuels s'il détermine que les circonstances justifient une prolongation. Dans de nombreuses enquêtes antérieures, il avait été soumis à des contraintes de temps considérables pour examiner et évaluer en temps voulu les renseignements recueillis au cours de l'enquête avant de faire une détermination concernant le contournement des lois. Il avait déjà prolongé le délai prévu à l'article 165.23 c) 2) dans des cas exceptionnels. Lorsque les règlements intérimaires ont été rédigés, les délais y figurant semblaient réalistes; toutefois, l'expérience acquise par le CBP au cours des sept dernières années a montré qu'il y avait des cas où il avait besoin de plus de temps pour enquêter et qu'il devait donc avoir le pouvoir discrétionnaire de prolonger le délai pour la communication volontaire de renseignements factuels lorsque les circonstances le justifiaient. Il peut y avoir des cas où il est difficile de procéder à des vérifications en raison de restrictions de voyage ou d'autres obstacles et le CBP doit avoir la possibilité de prolonger le délai pour la communication volontaire de renseignements factuels afin de mener une enquête approfondie. Si le CBP prolonge le délai prévu à l'article 165.23 c) 2) i), les parties à l'enquête seront notifiées de la prolongation et auront la possibilité de présenter des communications jusqu'à la fin du délai prolongé. Pour rendre le reste du libellé de l'article 165.23 compatible avec cette modification, le CBP a révisé la dernière phrase du paragraphe c) 1) en supprimant la référence au délai de 200 jours et en la remplaçant par une référence au paragraphe c) 2), qui fixe le délai, y compris la possibilité pour le CBP de le prolonger à sa discrétion. Il importe de noter que cette prolongation discrétionnaire du délai prévu à l'article 165.23 c) 2) i) ne dépasse pas le délai de 360 jours fixé par la loi (19 U.S.C. 1517 c) 1)) dans lequel le CBP est tenu de faire une détermination concernant le contournement des lois.

En outre, dans le nouvel article 165.23 c) 2) i), le CBP a remplacé la clause "except rebuttal information as permitted pursuant to the next sentence herein" (à l'exception des renseignements à titre de réfutation qui sont autorisés conformément à la phrase suivante du présent sous-alinéa) par une référence au sous-alinéa c) 2) ii), qui indique le délai et les prescriptions relatifs à la communication de renseignements à titre de réfutation. Enfin, dans le nouveau sous-alinéa c) 2) ii), le CBP a supprimé le membre de phrase "from the date of service of any factual information" (à compter de la date de signification de tout renseignement factuel) pour conserver uniquement le membre de phrase "from the date of placement of any new factual information" (à compter de la date du versement de tout nouveau renseignement factuel), car sa pratique a été d'utiliser la date du versement de nouveaux renseignements factuels sur le dossier administratif comme déclencheur de la période de 10 jours civils pour fournir des renseignements à titre de réfutation. La suppression de ce membre de phrase ne change pas les droits des parties de communiquer des renseignements à titre de réfutation ni le délai pour le faire.

À l'article 165.23 d), le CBP a ajouté un libellé dans la deuxième phrase pour clarifier qu'une fois qu'une enquête était ouverte, il avait l'intention de verser au dossier administratif un résumé écrit de toute discussion orale qu'il aurait avec toute partie à qui il avait demandé des renseignements factuels, conformément à sa pratique. Il importe de noter que les discussions orales entre la personne présentant des allégations et le CBP concernant les lacunes d'une allégation ne seront pas versées au dossier administratif. En outre, le CBP a inversé l'ordre des mots "confidential" (confidentiels) et "business" (commerciaux) dans la troisième phrase du paragraphe d) car l'expression correcte était "business confidential information" (renseignements commerciaux confidentiels), et non "confidential business information" qui avait été rédigée par erreur dans les règlements intérimaires.

À l'article 165.24, le CBP a remplacé le mot "notification" (notification) dans la première phrase du paragraphe c) par "notice" (avis) car le CBP signifie effectivement un avis de la décision de prendre des mesures provisoires. Il a également modifié la dernière phrase du paragraphe c) pour indiquer qu'il fournirait la version publique du dossier administratif dans les 10 jours ouvrables suivant la publication d'un avis d'ouverture d'une enquête. Lorsque les règlements intérimaires ont été rédigés, il semblait réaliste d'un point de vue opérationnel de fournir la version publique du dossier administratif et l'avis d'ouverture d'une enquête et de mesures provisoires à la même date. Toutefois, en raison de la lourde charge de travail de la TRLED, il s'est souvent avéré difficile de fournir l'ensemble du dossier administratif, qui contiendrait uniquement des renseignements publics, après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête, le même jour que l'avis d'ouverture d'une enquête et de mesures

provisaires, car le CBP avait besoin de temps pour préparer les versions publiques des documents figurant dans le dossier administratif avant de les fournir aux parties à l'enquête.

Le CBP a apporté des modifications à l'article 165.26 a) 1) et b) 1) qui sont semblables à celles qui sont indiquées plus haut pour l'article 165.23 c) et qui lui confèrent le pouvoir discrétionnaire de prolonger les délais pour la présentation d'arguments écrits et de réponses aux arguments écrits si les circonstances le justifient. Il est souvent devenu apparent qu'il fallait prolonger un délai en vertu de l'article 165.26 a), généralement parce que le processus de vérification n'avait pas été achevé à temps. Cette prolongation a pour but d'accorder 60 jours additionnels dans de tels cas, pour achever la vérification, donner aux parties suffisamment de temps pour présenter des arguments écrits et permettre au CBP de faire une détermination concernant le contournement des lois. En outre, le CBP a remanié le paragraphe a) 1) et inclus un libellé indiquant qu'une prolongation du délai de 230 jours civils ne pouvait pas dépasser 300 jours civils après l'ouverture de l'enquête, ou 360 jours civils après l'ouverture de l'enquête (lorsque le délai était prolongé pour une détermination concernant le contournement des lois conformément à l'article 165.22 c)). Cette modification donnera au CBP le temps additionnel nécessaire pour rendre une décision solide si les circonstances justifient une prolongation. Le CBP a également remanié le paragraphe b) 1) pour inclure un libellé concernant son pouvoir discrétionnaire de prolonger le délai de 15 jours civils s'il le jugeait nécessaire. De plus, le CBP a légèrement révisé l'article 165.26 d) 2) pour en faciliter la lecture sans changer le fond ou le sens du libellé.

À l'article 165.28 c), le CBP a ajouté le membre de phrase "in accordance with the instructions received from the Department of Commerce" (conformément aux instructions reçues du Département du commerce) à la fin de la phrase afin d'aligner le libellé réglementaire sur celui de la loi dans 19 U.S.C. 1517 d) 1) D) et dans un souci de clarté.

Afin de rendre les règlements EAPA conformes au libellé de la loi dans 19 U.S.C. 1517 c), le CBP a supprimé le mot "initial" (initiale) avant le mot "determination" (détermination) aux articles 165.41, 165.45 et 165.46. Il a ajouté les termes "as to evasion" (concernant le contournement des lois) après "determination" (détermination) dans le titre de la sous-partie D, ainsi que dans celui de l'article 165.41, pour distinguer une détermination concernant le contournement des lois d'une détermination qui était faite pendant le réexamen administratif. De plus, le CBP a supprimé la dernière phrase de l'article 165.41 i) parce qu'elle était redondante et pouvait prêter à confusion. Le délai de 30 jours ouvrables pour déposer une demande de réexamen administratif est fixé à l'article 165.41 d).

Le CBP a apporté trois modifications au paragraphe introductif de l'article 165.41 f). Premièrement, à la fin de la première phrase, il a ajouté le membre de phrase "in total (including exhibits but not table of contents or table of authorities)" (au total (y compris les pièces mais pas la table des matières ou la liste des références)), qui figure également à l'article 165.42, afin de rendre les prescriptions relatives au nombre de pages pour une demande de réexamen administratif

[[Page 19254]]

conformes à celles qui concernent une réponse à une demande de réexamen administratif. Deuxièmement, le CBP a remplacé le mot "upon" par "on" (au) dans un souci de clarté. Troisièmement, il a ajouté une phrase pour clarifier qu'il rejetterait une demande de réexamen administratif qui ne satisferait pas aux prescriptions du paragraphe f), qu'il ne la prendrait pas en considération et qu'il ne la verserait pas au dossier administratif. De plus, à l'article 165.41 h), le CBP a supprimé le libellé "involving the same importer and merchandise" (impliquant le même importateur et la même marchandise) car cet énoncé n'est pas correct dans le contexte du regroupement de demandes de réexamen administratif. Dans la pratique, il n'y a pas de limite à la possibilité de regrouper des demandes de réexamen administratif distinctes qui se rapportent à une enquête regroupée, qui peut concerner des importateurs et des marchandises différents.

De plus, le CBP a ajouté une phrase à l'article 165.42 pour clarifier que la personne qui a initialement présenté une demande de réexamen administratif ne comptait pas parmi les parties qui pouvaient présenter une réponse écrite à la demande de réexamen déposée. Le CBP n'a jamais eu l'intention de permettre à une partie qui a présenté une demande de réexamen administratif de répondre à sa propre demande et il tient à confirmer cette intention dans le règlement final. Le CBP a également remplacé le mot "upon" par "on" (au) à l'article 165.42 dans un souci de clarté.

Le CBP a modifié l'article 165.44 en ajoutant deux phrases à la fin de l'article pour clarifier qu'il accepterait uniquement les communications écrites de renseignements additionnels qu'il a demandés et que les réunions ou tout autre moyen de communiquer des renseignements additionnels non demandés pendant le réexamen administratif n'étaient pas autorisés. Dans la sous-partie D, seuls les communications écrites et les renseignements écrits additionnels seront

acceptés, à l'exclusion de tout autre moyen, tel que les discussions orales qui sont autorisées dans la sous-partie C. Voir les articles 165.41 f), 165.42 et 165.44.

Enfin, le CBP a apporté deux modifications mineures à l'article 165.46. Au paragraphe a), il a remplacé la référence à l'"EAPA" par une référence à la "TFTEA", qui est plus précise. De plus, il a remplacé l'expression "final administrative determination" (détermination administrative finale) figurant à l'article 165.46 b) par l'expression "administrative review" (réexamen administratif) pour reprendre le libellé de la loi utilisé dans 19 U.S.C. 1517 f).

#### IV. Conclusion

Sur la base de l'analyse des observations et d'un examen plus approfondi, le CBP a décidé d'adopter comme finals les règlements intérimaires publiés au Federal Register le 22 août 2016, tels que modifiés par les modifications fondées sur les observations du public, ainsi que les modifications techniques et les clarifications mentionnées plus haut.

#### V. Prescriptions législatives et réglementaires

##### A. Décrets exécutifs n° 13563 et 12866

Les décrets exécutifs n° 13563 (Amélioration de la réglementation et de l'examen réglementaire) et 12866 (Planification et examen des règlements), tels que modifiés par le Décret exécutif n° 14094 (modernisation de l'examen réglementaire) imposent aux organismes d'évaluer les coûts et avantages des autres solutions réglementaires disponibles et, si une réglementation est nécessaire, de choisir les approches réglementaires qui maximisent les avantages nets (y compris les retombées potentielles sur l'économie, l'environnement, la santé publique et la sécurité, les effets distributifs et l'équité). Le Décret exécutif n° 13563 souligne l'importance de quantifier à la fois les coûts et les avantages, de réduire les coûts, d'harmoniser les règles et de favoriser la flexibilité.

Le Bureau de la gestion et du budget (OMB) n'a pas indiqué que la présente règle constituait une action réglementaire notable au titre de l'article 3 f) du Décret exécutif n° 12866, tel que modifié par le Décret exécutif n° 14094. Par conséquent, il ne l'a pas examinée.

La présente règle a entraîné des coûts non actualisés pour le public de 20 008 985 dollars pour déposer des allégations et communiquer avec le CBP pendant le processus d'enquête EAPA et pour déposer des demandes de réexamen administratif depuis la publication de l'IFR en 2016. La règle a entraîné des coûts de 20 542 915 dollars pour le CBP. Les avantages qualitatifs de la présente règle comprennent une meilleure exécution des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, une transparence et une prévisibilité accrues dans le traitement des allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs et une communication accrue avec le public.

##### 1. Objectif du règlement

Ainsi qu'il est mentionné plus haut, le 24 février 2016, le Président Obama a ratifié la Loi de 2015 sur la facilitation des échanges et l'application des règles commerciales, dont le titre IV était intitulé "Prévention du contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs" (titre abrégé: "Loi de 2015 sur les mesures d'application et de protection" ou "EAPA") (Pub. L. 114-125, 130 Stat. 122, 155 (24 février 2016) (19 U.S.C. note 4301)). L'article 421 de la TFTEA prescrit que des règlements soient promulgués dans les cas où cela sera nécessaire pour mettre en œuvre les dispositions de l'EAPA. Les lois douanières antérieures n'avaient pas établi un ensemble de procédures formelles spécifiques permettant aux parties de présenter des allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs au CBP. L'EAPA fournit au CBP des moyens nouveaux et additionnels de lutter contre le problème du contournement des droits antidumping ou compensateurs grâce à la mise en place d'un processus formel pour enquêter sur les allégations de contournement des ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs. Le 22 août 2016, le CBP a publié une règle finale provisoire (IFR) au Federal Register (81 FR 56477), qui établissait un processus transparent pour formuler des allégations, enquêter sur ces allégations et communiquer les résultats des enquêtes. Ce processus donne accès à des renseignements aux parties à l'enquête, ce qui permet au CBP de mener des enquêtes améliorées et plus approfondies sur chaque allégation et de rendre des décisions éclairées concernant le contournement de droits antidumping ou compensateurs. Cette règle finale rend permanents les règlements intérimaires, y compris une modification fondée sur la correction technique publiée précédemment, des modifications apportées à la lumière des observations du public qui ont été reçues pendant le délai prévu pour la présentation d'observations, ainsi que des modifications fondées sur l'examen par le CBP des règlements intérimaires et du processus d'enquête établi.

Les droits antidumping ou compensateurs sont une mesure commerciale importante qui protège les entreprises nationales des pratiques commerciales déloyales de leurs concurrents étrangers. Au cours des exercices budgétaires 2020 et 2021, le CBP a imposé environ 1,8 milliard de dollars \5\ et 2,4 milliards de dollars \6\ en droits antidumping ou compensateurs, respectivement. Vu les montants en jeu, les incitations à contourner les ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs qui imposent ces droits sont élevées. Le public bénéficie du fait qu'il dispose d'un processus plus formel et plus clair pour les allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs et ce processus donne au CBP les renseignements dont il a besoin pour procéder à une application plus efficace des droits antidumping ou compensateurs. En outre, cette règle remplit le mandat légal énoncé dans l'EAPA qui consiste à établir un processus formel pour les allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs et un programme d'enquête.

-----

\5\ Source: CBP. CBP Trade and Travel Report. Disponible à l'adresse <https://www.cbp.gov/sites/default/files/assets/documents/2021-Feb/CBP-FY2020-Trade-and-Travel-Report.pdf>. Consultée le 15 juin 2022.

\6\ Source: CBP. CBP Trade and Travel Report. Disponible à l'adresse <https://www.cbp.gov/sites/default/files/assets/documents/2022-Apr/FINAL%20FY2021%20Trade%20and%20Travel%20Report%20pour%20cent28508%20Compliant%20pour%20cent29%20pour%20cent28April%202022%20pour%20cent29%200.pdf>. Consultée le 15 juin 2022.

-----

#### Historique

La législation sur les droits antidumping prévoit une réparation pour les branches de production nationale qui ont subi un dommage important ou qui sont menacées d'un dommage important causé par des marchandises importées vendues sur le marché des États-Unis à des prix inférieurs à la juste valeur marchande. La législation sur les droits compensateurs prévoit une réparation pour les branches de production nationale qui ont subi un dommage important ou qui sont menacées d'un dommage important causé par des marchandises importées vendues sur le marché des États-Unis qui ont bénéficié de subventions déloyales accordées par un gouvernement étranger ou

[[Page 19255]]

une entité publique. La législation sur les droits antidumping et les droits compensateurs prévoit l'imposition de droits d'importation additionnels sur les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées pour compenser le dumping ou le subventionnement déloyal de ces importations.

Avant la promulgation des règlements finals intérimaires, il n'existait pas de procédure formelle permettant aux parties intéressées et à d'autres organismes fédéraux de présenter des allégations et des éléments de preuves concernant le contournement de droits antidumping ou compensateurs au CBP ni de prescription imposant au CBP d'engager une enquête formelle en réponse à des allégations de contournement. Si une entité souhaitait déposer un grief contre une autre entreprise concernant des droits antidumping ou compensateurs, elle devait le présenter via le "Trade Violation Reporting (TVR) system for general e-Allegations" du CBP (système de signalement d'une violation commerciale (système TVR) pour les allégations en ligne générales), ou contacter le CBP par d'autres moyens, et un employé du CBP l'aidait à présenter son allégation. Après que la personne présentant l'allégation avait fourni tous les renseignements requis, le CBP examinait ces renseignements et déterminait s'il y avait lieu d'ouvrir une enquête informelle. Aucun processus formel ne permettait au CBP de contacter l'entité qui avait formulé l'allégation pour l'informer des résultats de son grief et, dans de nombreux cas, cette entité n'avait plus jamais de nouvelles du CBP après la formulation de l'allégation. Il n'y avait pas non plus de mécanisme permettant à l'entité accusée de savoir qu'elle faisait l'objet d'une enquête sur une allégation en ligne ni de possibilité pour elle de fournir des renseignements pour sa défense, sauf si le CBP décidait d'ouvrir une enquête formelle. Les griefs concernant les droits antidumping ou compensateurs présentés via l'option "Report Trade Violation" (signaler une violation commerciale) figurant sur le site Web TVR sont communément appelés "e-Allegations" (allégations en ligne).

#### Coûts

L'EAPA prévoit un processus formel qui permet au CBP de mener des enquêtes administratives concernant le contournement éventuel d'ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs. Le CBP a établi un nouveau processus dans le cadre de l'EAPA, en vertu duquel il

peut officiellement contacter la personne présentant des allégations, la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois et d'autres parties intéressées au moyen de questionnaires séparés et distincts afin d'obtenir des renseignements qui seront utilisés pour déterminer si une enquête est justifiée et si un contournement a lieu ou a eu lieu.

Les parties qui présentent des allégations au titre de l'EAPA le font en se servant du portail EAPA qui a été lancé en avril 2021. Les nouveaux utilisateurs sont invités à créer un compte et à fournir leur nom et adresse électronique dans le processus de création de compte. Il est estimé que la création d'un compte et la présentation d'une allégation via le portail EAPA prennent respectivement 3 minutes (0,05 heure) et 12 minutes (0,20 heure), soit une charge de travail totale de 15 minutes (0,25 heure) pour une première allégation au titre de l'EAPA par un utilisateur. Les renseignements fournis lors de la création d'un compte sont automatiquement insérés dans les documents présentés au CBP par le portail EAPA, ce qui réduit la charge de travail pour présenter une allégation au titre de l'EAPA de trois minutes par rapport à la charge de travail précédant l'introduction du portail. Les utilisateurs gagneraient également ces trois minutes liées à la création d'un compte pour chaque allégation présentée après la première par rapport à la méthode précédente où il fallait communiquer de nouveau les renseignements directement dans le portail EAPA. Avant le lancement du portail EAPA (et de son prédécesseur), les allégations au titre de l'EAPA étaient présentées via un lien spécifique (figurant sur le système TVR du CBP) vers un document à compléter par la personne présentant les allégations et les documents présentés dans le cadre de l'enquête étaient envoyés par courrier électronique. Le temps requis pour s'inscrire sur le portail EAPA est le même que le temps gagné la première fois que le portail est utilisé. Pour les utilisateurs réguliers, le gain de temps sera de trois minutes mais le CBP n'a pas de données qui permettent d'estimer combien de fois cela se produit. Dans la mesure où le portail EAPA est utilisé plus d'une fois par les utilisateurs individuels, il y aura un gain de temps de trois minutes par utilisation. Aux fins de la présente analyse, le CBP suppose que le portail EAPA n'a pas d'incidence sur les charges de travail.

Le CBP estime que la présentation d'une allégation au titre de l'EAPA prend environ 15 minutes (0,25 heure).<sup>\7\</sup> La loi exige qu'un employé du CBP conseille la personne présentant une allégation au titre de l'EAPA en ce qui concerne le dépôt de cette allégation et lui offre une assistance technique. Dans la pratique, cela a permis d'éliminer la nécessité qu'un questionnaire complémentaire soit rempli par la personne présentant des allégations.

\7\ Source: U.S. Customs and Border Protection. Supporting Statement for Paperwork Reduction Act Submission: 1651-0131, e-Allegations Submission. 24 septembre 2020. Disponible à l'adresse [https://www.reginfo.gov/public/do/PRAViewDocument?ref\\_nbr=202009-1651-006](https://www.reginfo.gov/public/do/PRAViewDocument?ref_nbr=202009-1651-006). Consultée le 24 novembre 2020.

La personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois peut recevoir le formulaire 28 du CBP (CF-28) (Request for Information) (demande de renseignements) ou un questionnaire intitulé "Initial Request for Information" (demande initiale de renseignements) et les autres parties intéressées peuvent recevoir un questionnaire intitulé demande initiale de renseignements. Il n'est pas obligatoire de répondre à la demande de renseignements du CBP via ces instruments; toutefois, toute partie, à l'exception, par exemple, d'un gouvernement, d'un client ou d'un fournisseur étranger, qui choisit de ne pas répondre pourrait faire l'objet de déductions défavorables et l'enquête pourrait avoir une issue défavorable pour cette partie. La charge de travail prévue pour remplir et présenter la réponse au CF-28 et à la demande initiale de renseignements est d'environ 60 et 90 heures, respectivement. \8\ Si le CBP détermine que de plus amples renseignements sont nécessaires pour clore un dossier EAPA, les parties concernées recevront un questionnaire intitulé "Supplemental Request for Information" (demande complémentaire de renseignements). Ce questionnaire est généralement envoyé parce qu'une partie n'a pas répondu complètement aux questions du CF-28 ou de la demande initiale de renseignements. La charge de travail nécessaire pour remplir et présenter la demande complémentaire de renseignements est estimée à 60 heures.<sup>\9\</sup>

\8\ Source: Email correspondence with CBP's Enforcement Operations Division on May 20, 2021.

\9\ Source: Email correspondence with CBP's Enforcement Operations Division on May 20, 2021.

Afin d'estimer le coût pour les branches de production du dépôt d'une allégation au titre de l'EAPA et de la réponse aux formulaires ultérieurs, le CBP doit d'abord déterminer la valeur du temps pour les entités qui rempliraient et déposeraient les formulaires. Dans la plupart des cas, il s'attend à ce que ces documents soient remplis et déposés par un avocat externe en raison de la nature complexe et spécialisée du droit commercial international. Le CBP a estimé le coût de l'embauche d'un avocat externe pour les entreprises à 400 dollars l'heure en 2016 \10\ et a ajusté cette rémunération à 466,38 dollars, en dollars de 2022. \11\ La charge de travail liée à chaque document est ensuite multipliée par le coût horaire de l'embauche d'un avocat externe afin de déterminer un coût total pour chaque formulaire. Comme le montre le tableau 1, le coût du dépôt d'une allégation au titre de l'EAPA est monétisé en multipliant la charge de travail (0,25 heure) par le coût horaire d'un avocat (466,38 dollars en 2022), ce qui donne un coût de 116,60 dollars par dépôt. Le coût estimé du dépôt de chaque document pour la branche de production nationale est indiqué au tableau 1, avec les charges de travail correspondantes.

\10\ Source: American Intellectual Property Law Association. 2017 Report of the Economic Survey. "Billable Hours, Billing Rate, Dollars Billed (Q29, Q30, Q27)." Juin 2017.

\11\ Le CBP a calculé le montant ajusté en dollars de 2021 en utilisant l'augmentation en pourcentage de la moyenne annuelle de l'indice implicite des prix du PIB (2012=100) entre 2016 et 2021. La valeur moyenne annuelle de l'indice implicite des prix du PIB en 2016 = 105,74, la valeur moyenne annuelle de l'indice implicite des prix du PIB en 2021 = 118,37, l'augmentation en pourcentage a été estimée à environ 11,9444% ( $118,37/105,74 = 1,119444$  ou 11,9444%). Cette augmentation en pourcentage a été appliquée au taux horaire de facturation des avocats externes en 2016 estimé à 400 dollars pour estimer le taux horaire de facturation des avocats externes en 2021 à 447,78 dollars. Le CBP suppose un taux de croissance annuel de 4,15% sur la base de la variation de l'année précédente de l'indice implicite des prix, publié par le Bureau des analyses économiques, pour arriver au montant applicable en 2022.

La présente règle a formalisé le processus relatif aux arguments écrits par la mise en œuvre de délais pour la présentation. Ce nouveau processus formel n'impose aucun coût additionnel au public car il était déjà possible de présenter des arguments écrits

[[Page 19256]]

au CBP, mais pas dans le cadre d'un processus formel.

La présente règle a également établi un processus en vertu duquel la personne présentant des allégations ou la personne dont il est allégué qu'elle a contourné des lois peut demander le réexamen administratif d'une détermination concernant le contournement des lois. La partie intéressée dispose de 30 jours ouvrables après la détermination pour en demander le réexamen. Le CBP estime qu'il faut 50 heures pour remplir et présenter une demande de réexamen administratif.

Tableau 1 – Charge de travail pour les documents présentés au CBP

Document présenté	Charge de travail (heures)	Coût par communication (\$ de 2022)
Allégations en ligne	0,25	116,60
Allégation au titre de l'EAPA	0,25	116,60
Réponse au CF-28	60	27 982,80
Réponse à la demande initiale de renseignements	90	41 974,20
Réponse à la demande complémentaire de renseignements	60	27 982,80
Demande de réexamen administratif	50	23 319,00

Le coût total de la présente règle pour les branches de production est entièrement monétisé en multipliant le coût par communication indiqué au tableau 1 par le nombre de communications indiqué au tableau 2, puis en additionnant les résultats pour chaque année. Le produit du coût par communication et des communications par exercice budgétaire est indiqué au tableau 3, ainsi que la somme des coûts non actualisés pour chaque année.

Tableau 2 – Communications par exercice budgétaire

Document présenté	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Allégations en ligne (droits antidumping ou compensateurs)*	115	76	106	91	106	147
Allégations au titre de l'EAPA	2	29	57	127	149	127
Réponse au CF-28	1	17	19	54	46	47
Réponse à la demande initiale de renseignements	2	27	18	66	42	98
Réponse à la demande complémentaire de renseignements	0	13	18	26	13	47
Demandes de réexamen administratif	0	0	2	2	14	21
Total des dépôts au titre de la Règle	5	86	114	275	264	340

Note: les communications sont triées en fonction de l'exercice budgétaire au cours duquel l'affaire a été engagée, et non en fonction de l'année au cours de laquelle le document individuel a été reçu.

\*Note: les allégations en ligne (droits antidumping ou compensateurs) ne sont pas incluses dans le nombre total des dépôts effectués au titre de la Règle.

Tableau 3 – Coûts de la Règle pour les branches de production par exercice budgétaire  
[\$ de 2022 non actualisés]

Document présenté	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total sur 6 ans
Allégations en ligne (droits antidumping ou compensateurs)*	13 408	8 861	12 359	10 610	12 359	17 139	74 737
Allégations au titre de l'EAPA	233	3 381	6 646	14 808	17 373	14 808	57 248
Réponse au CF-28	27 983	475 708	531 673	1 511 071	1 287 209	1 315 192	5 148 835
Réponse à la demande initiale de renseignements	83 948	1 133 303	755 536	2 770 297	1 762 916	4 113 472	10 619 473
Réponse à la demande complémentaire de renseignements	0	363 776	503 690	727 553	363 776	1 315 192	3 273 988
Demandes de réexamen administratif	0	0	46 638	46 638	326 466	489 699	909 441
Total des coûts de la Règle pour les branches de production	112 164	1 976 169	1 844 183	5 070 367	3 757 740	7 248 361	20 008 985

Note: les communications sont triées en fonction de l'exercice budgétaire au cours duquel l'affaire a été engagée, et non en fonction de l'année au cours de laquelle le document individuel a été reçu.

\*Note: les allégations en ligne (droits antidumping ou compensateurs) ne sont pas incluses dans le total des coûts de la Règle pour les branches de production.

Le CBP engage des coûts tout au long du processus d'enquête EAPA et a créé deux nouvelles sections pour traiter les nouveaux dépôts et les enquêtes qui en résultent. Ces 2 nouvelles sections sont dotées d'un total de 15 employés équivalents temps plein (ETP). Le salaire moyen total dans la section Trade and Revenue du CBP pour l'exercice budgétaire 2022 s'élevait à 228 254,61 dollars. 12\ La présente règle a créé 15 postes équivalents temps plein. Ce chiffre multiplié par le taux salarial pour l'exercice budgétaire 2022 donne des coûts non actualisés de 3 423 819 dollars par an depuis 2016. Comme le montre le tableau 5, les coûts totaux du CBP pour les exercices budgétaires 2016-2021 s'élevaient à 22 811 066 dollars et 26 205 984 dollars actualisés à 3 et 7%, respectivement.

\12\ Le CBP fonde ce traitement sur le salaire, les avantages, les primes, les coûts non salariaux et les récompenses pour l'exercice budgétaire 2022 de la moyenne nationale des postes

de la section "Trade and Revenue" du CBP, ce qui équivaut à un GS-12, grade 10. Source: "Email correspondence with CBP's Office of Finance on June 27, 2022".

En résumé, la présente règle a coûté 18 337 822 dollars au public pour déposer des allégations au titre de l'EAPA et répondre aux questionnaires dans le cadre du processus d'enquête depuis la publication de l'IFR relative à l'EAPA en 2016. Le CBP estime également que le dépôt de demandes de réexamen administratif a coûté 873 171 dollars au public. Au total, la présente règle a entraîné un coût non actualisé de 19 210 993 dollars pour le public et de 20 542 915 dollars pour le CBP.

[[Page 19257]]

Tableau 4 – Coût total  
[\$ EU de 2022 non actualisés]

Exercice budgétaire	Branches de production	CBP	Total
2016	112 164	3 423 819	3 535 984
2017	1 976 169	3 423 819	5 399 988
2018	1 844 183	3 423 819	5 268 002
2019	5 070 367	3 423 819	8 494 186
2020	3 757 740	3 423 819	7 181 559
2021	7 248 361	3 423 819	10 672 181
Total	20 008 985	20 542 915	40 551 900

Tableau 5 – Valeur actuelle monétisée et coûts annualisés par exercice budgétaire

Exercice budgétaire	Branches de production		CBP		Total	
	Taux d'actualisation de 3%	Taux d'actualisation de 7%	Taux d'actualisation de 3%	Taux d'actualisation de 7%	Taux d'actualisation de 3%	Taux d'actualisation de 7%
2016	133 930	168 329	4 088 219	5 138 229	4 222 149	5 306 558
2017	2 290 921	2 771 679	3 969 145	4 802 084	6 260 066	7 573 762
2018	2 075 644	2 417 348	3 853 539	4 487 929	5 929 183	6 905 276
2019	5 540 527	6 211 417	3 741 300	4 194 326	9 281 826	10 405 743
2020	3 986 587	4 302 237	3 632 330	3 919 931	7 618 916	8 222 167
2021	7 465 812	7 755 747	3 526 534	3 663 487	10 992 346	11 419 233
Total	21 493 421	23 626 756	22 811 066	26 205 984	44 304 487	49 832 740
Coût annualisé	3 226 048	3 086 842	3 423 819	3 423 819	6 649 867	6 510 661

#### 4. Avantages

Grâce à la présente règle, les producteurs nationaux et les importateurs légitimes bénéficient d'une meilleure application des lois. Au cours de l'exercice budgétaire 2021, le processus EAPA a empêché le contournement de plus de 375 millions de dollars en droits antidumping ou compensateurs. \13\ Il est probable que ce chiffre augmentera au fur et à mesure que les producteurs nationaux et les importateurs légitimes s'habitueront au processus, mais le CBP ne peut pas quantifier cette augmentation à l'heure actuelle.

\13\ Source: CBP. CBP Trade and Travel Report. Disponible à l'adresse [https://www.cbp.gov/sites/default/files/assets/documents/2022-Apr/FINAL%20FY2021\\_%20Trade%20and%20Travel%20Report%20\\_pour\\_cent28508%20Compliant\\_pour\\_cent29%20\\_pour\\_cent28April%202022\\_pour\\_cent29\\_0.pdf](https://www.cbp.gov/sites/default/files/assets/documents/2022-Apr/FINAL%20FY2021_%20Trade%20and%20Travel%20Report%20_pour_cent28508%20Compliant_pour_cent29%20_pour_cent28April%202022_pour_cent29_0.pdf). Consultée le 16 juin 2022. Bien que des données soient disponibles pour certaines années antérieures à l'exercice budgétaire 2021, le CBP ne pense pas, en raison de la nouveauté du programme EAPA, que ces données puissent être utilisées pour extrapoler une tendance.



Grâce à la présente règle, les importateurs et les producteurs nationaux bénéficient également d'une transparence et d'une prévisibilité accrues dans le traitement des allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs. Auparavant, une personne présentait une allégation en ligne au CBP et ce dernier ne pouvait lui fournir aucun renseignement par la suite. La règle a accru la transparence du processus d'allégation et fixé des délais clairs pour toutes les parties concernées. Elle a également eu pour effet d'accroître la communication du CBP avec le public, spécifiquement en ce qui concerne l'assistance technique et les conseils sur la manière de déposer correctement des allégations de contournement des droits antidumping ou compensateurs. Cette sensibilisation pourrait se traduire par une réduction des temps de traitement et de réponse pour les griefs; toutefois, le CBP ne peut pas quantifier ces avantages.

La présente règle a aussi renforcé la relation de travail entre le CBP, la communauté commerciale et les gouvernements étrangers visant à empêcher le contournement des droits antidumping ou compensateurs. Elle a permis au CBP d'avoir accès à davantage de renseignements de toutes les parties concernées, ce qui l'aide à améliorer l'application des droits antidumping ou compensateurs. Elle contribue à empêcher le contournement des lois sur les droits antidumping ou compensateurs, ce qui profite aux producteurs nationaux en les protégeant des pratiques commerciales déloyales. De plus, dans la mesure où la règle réduit le contournement des paiements de droits antidumping ou compensateurs, le gouvernement en bénéficiera grâce à des recettes plus élevées provenant des droits antidumping ou compensateurs.

#### B. Loi sur la souplesse de la réglementation

La Loi sur la souplesse de la réglementation (5 U.S.C. 601 et suivants), telle que modifiée par la Loi de 1996 sur l'application équitable de la réglementation afférente aux petites entreprises, exige des organismes qu'ils établissent et mettent à la disposition du public une analyse de la souplesse de la réglementation qui décrit l'effet d'un projet de réglementation sur les petites entités (c'est-à-dire les petites entreprises, les petites organisations et les petites juridictions publiques) lorsque l'organisme est tenu de publier un avis général de projet de réglementation concernant un règlement. Puisqu'il n'était pas nécessaire dans le cas de l'IFR de publier un avis général de projet de réglementation, le CBP n'était pas tenu en l'espèce d'établir une analyse de la souplesse de la réglementation.

##### Loi sur l'allégement des formalités administratives

La Loi de 1995 sur l'allégement des formalités administratives (44 U.S.C. 3507 d)) exige que le CBP examine l'incidence des formalités administratives et autres charges liées à la collecte de renseignements qui sont imposées au public. Un organisme ne peut pas procéder à la collecte de renseignements, et une personne n'est pas tenue de répondre à une demande à cet effet, à moins que le Bureau de la gestion et du budget (OMB) n'ait attribué un numéro de contrôle valable à la collecte de renseignements.

La collecte de renseignements liée à la présentation d'allégations en ligne, à laquelle l'OMB a attribué le numéro de contrôle 1651-0131, \14\ est modifiée pour tenir compte de l'évolution de la charge de travail qui résulte des prescriptions de l'EAPA et pour inclure le portail EAPA décrit plus haut, ainsi que pour tenir compte des dispositions de l'article 165.5 a) et de l'article 165.23 a). Pour créer un compte permettant d'accéder au portail EAPA et de présenter une allégation au titre de l'EAPA, les utilisateurs fournissent leur prénom, nom et adresse électronique, et il est estimé que le processus de création de compte prend 3 minutes (0,05 heure). Le CBP estime que la création de 250 comptes par an sur le portail EAPA ajoutera une charge de travail totale d'environ 13 heures pour le public.

[[Page 19258]]

Il estime que 149 allégations au titre de l'EAPA seront déposées chaque année, soit 82 de plus que ce qui a été précédemment approuvé par l'OMB. Ces 82 allégations additionnelles au titre de l'EAPA entraîneront une charge de travail additionnelle d'environ 13 heures pour le public, soit une charge de travail totale de 30 heures pour le public. Au total, la présente règle a entraîné une augmentation globale de la charge de travail de 26 heures par rapport à ce qui était actuellement approuvé par l'OMB. Cela augmente la charge de travail totale pour cette collecte, qui passe de 289 à 315 heures. Les révisions apportées à la présentation d'allégations en ligne qui sont décrites dans la présente règle ont été soumises à l'OMB pour examen et approbation, conformément aux prescriptions de la Loi sur l'allégement des formalités administratives (44 U.S.C. 3507). Le numéro de contrôle 1651-0131 de l'OMB est en cours de révision afin de tenir compte de l'évolution de la charge de travail des personnes interrogées au titre de l'EAPA (c'est-à-dire, celles qui répondent aux

exigences de l'EAPA en matière de présentation) et de confirmer la charge de travail pour les allégations en ligne comme suit:

\14\ Le CBP note que le système TVR continue d'être utilisé à des fins autres que l'EAPA.

#### Allégations en ligne

Nombre estimé de personnes interrogées par année: 1 088.

Nombre estimé de réponses par année: 1 088.

Charge de travail estimée par réponse: 15 minutes (0,25 heure).

Charge de travail estimée totale par année: 272 heures.

#### Allégations au titre de l'EAPA

Nombre estimé de personnes interrogées par année: 149.

Nombre estimé de réponses par année: 149.

Charge de travail estimée par réponse: 12 minutes (0,20 heure).

Charge de travail estimée totale par année: 30 heures.

#### Création d'un compte sur le portail EAPA

Nombre estimé de personnes interrogées par année: 250.

Nombre estimé de réponses par année: 250.

Charge de travail estimée par réponse: 3 minutes (0,05 heure).

Charge de travail estimée totale par année: 13 heures.

Les observations concernant les collectes de renseignements et l'exactitude des estimations de la charge de travail annuelle, ainsi que les propositions visant à alléger cette charge de travail, devraient être communiquées à l'OMB via <https://www.reginfo.gov>.

#### Pouvoir de signature

Le présent document est publié conformément à 19 CFR 0.1 a) 1) concernant le pouvoir du Secrétaire au Trésor (ou de son délégué) d'approuver la réglementation relative à certaines fonctions en matière de recettes douanières.

Troy A. Miller, haut fonctionnaire qui exerce les fonctions de Commissaire, ayant examiné et approuvé ce document, a délégué le pouvoir de signer électroniquement ce document au Directeur (ou au Directeur par intérim, le cas échéant) de la "Regulations and Disclosure Law Division" (Division de la législation en matière de divulgation) du CBP, aux fins de publication au Federal Register.

#### Liste des sujets traités dans 19 CFR partie 165

Pratique et procédure administrative, entreprises et branches de production, importations.

#### Modifications des règlements

Pour les raisons données plus haut, l'IFR, qui a été publiée sous la cote 81 FR 56477 le 22 août 2016, ajoutant la partie 165 au chapitre I des règlements du CBP (19 CFR partie 165), est adoptée comme finale avec les modifications suivantes:

#### PARTIE 165 - ENQUÊTE SUR LES ALLÉGATIONS DE CONTOURNEMENT DES DROITS ANTIDUMPING OU COMPENSATEURS

0

1. S'agissant de la partie 165, le pouvoir de réglementation général repose toujours sur les textes suivants:

Textes de base: 19 U.S.C. 66, 1481, 1484, 1508, 1517 (tel qu'ajouté par Pub. L. 114-125, 130 Stat. 122, 155 (19 U.S.C. note 4301)), 1623, 1624, 1671, 1673.

0

2. L'article 165.1 est modifié par:

0

- a. la révision de la définition du terme "allégation";  
0
- b. l'ajout de la définition de l'expression "jour ouvrable", en ordre alphabétique;  
0
- c. la révision de la définition de l'expression "contourner/contournement"; et  
0
- d. la révision de la définition de l'abréviation "TRLED".  
Les passages ajoutés et révisés se lisent comme suit:

#### Article 165.1 Définitions.

\* \* \* \* \*

"Allégation". Le terme "allégation" s'entend du dépôt d'un document auprès du CBP au sens de l'article 165.11 dans lequel une partie intéressée allègue qu'il y a eu un acte de contournement d'ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs par un importateur.

\* \* \* \* \*

Jour ouvrable. L'expression "jour ouvrable" désigne un jour de semaine (du lundi au vendredi), à l'exclusion des jours fériés nationaux spécifiés à l'article 101.6 a) du présent chapitre.

\* \* \* \* \*

Contourner/contournement. Les termes "contourner" et "contournement" s'entendent de l'entrée de la marchandise visée pour mise à la consommation sur le territoire douanier des États-Unis au moyen de documents, ou de données ou renseignements transmis par voie électronique, de déclarations écrites ou orales ou d'actes significatifs qui sont faux, ou par suite de l'omission d'un fait important, entraînant ainsi une réduction ou une non-application du dépôt en espèces, d'une autre garantie ou du montant des droits antidumping ou compensateurs applicables à la marchandise visée. Des exemples de contournement comprennent, mais pas exclusivement, le transbordement, le classement erroné et/ou la sous-évaluation de la marchandise visée.

\* \* \* \* \*

TRLED. L'abréviation "TRLED" désigne la Direction de l'application des lois sur les mesures correctives commerciales, Bureau du commerce international, qui mène l'enquête sur le contournement allégué en vertu de la présente partie, et qui a été établie conformément à l'article 411 de la Loi de 2015 sur la facilitation des échanges et l'application des règles commerciales (TFTEA).

0

- f. L'article 165.3 est modifié par l'ajout d'un nouveau paragraphe f) qui se lit comme suit:

#### Article 165.3 Procuration.

\* \* \* \* \*

f) Retour de la communication. Si une partie n'a pas fourni de preuve de l'exécution d'une procuration au CBP dans les cinq jours ouvrables suivant la première communication d'un agent au nom d'une partie intéressée conformément au paragraphe e) du présent article, ou de preuve du pouvoir d'exécuter une procuration, si demande lui en est faite par le CBP, conformément au paragraphe c) du présent article, le CBP rejettera la communication, ne la prendra pas en considération et ne la versera pas au dossier administratif.

0

- 4. L'article 165.4 est modifié par:

0

- a. la révision du texte introductif des paragraphes a) et b);

0

- b. la révision des paragraphes b) 3) et e);

0

- c. l'ajout d'un nouveau paragraphe f).

Les passages ajoutés et révisés se lisent comme suit:

#### Article 165.4 Divulgaration des renseignements fournis par des parties intéressées.

a) Demande de traitement confidentiel des renseignements commerciaux. Une partie intéressée qui présente une communication au CBP dans le cadre d'une enquête menée au titre de la présente partie, y compris pour l'ouverture de l'enquête et son réexamen administratif, peut demander au CBP de traiter une partie de cette communication en tant que renseignements commerciaux confidentiels à l'exception des renseignements visés au paragraphe c) du présent article. S'il est satisfait aux prescriptions du présent article et que les renseignements qu'il est demandé de protéger consistent en des secrets commerciaux ou en des renseignements commerciaux ou financiers obtenus d'une personne, qui sont privilégiés ou confidentiels conformément à 5 U.S.C. 552 b) 4), le CBP accédera à la demande de traitement confidentiel des renseignements commerciaux et rendra une ordonnance conservatoire administrative conformément au paragraphe f) du présent article. Tous les documents et

[[Page 19259]]

communications qui sont présentés au CBP après l'avis d'ouverture d'une enquête doivent être signifiés à toutes les parties à l'enquête par l'entité qui les présente (pour les documents commerciaux confidentiels, une version publique doit également être signifiée, conformément au paragraphe a) 2) du présent article).

\* \* \* \* \*

b) Communications non conformes. Le CBP rejettera une communication qui comprend une demande de traitement confidentiel des renseignements commerciaux mais qui ne satisfait pas aux prescriptions du paragraphe a) du présent article et il ne prendra pas cette communication en considération ni ne la versera au dossier administratif, sauf si la partie intéressée qui présente la communication entreprend l'une des actions visées au paragraphe b) 2) du présent article dans le délai spécifié au paragraphe b) 2) du présent article.

\* \* \* \* \*

3) Effets du rejet. Si la partie intéressée qui présente la communication n'entreprend aucune des actions mentionnées au paragraphe b) 2) du présent article, le CBP ne prendra pas en considération la communication qui a été rejetée ni ne la versera au dossier administratif et, s'il y a lieu, des déductions défavorables pourront être faites conformément à l'article 165.6.

\* \* \* \* \*

e) Renseignements versés au dossier par le CBP. Les renseignements que le CBP verse au dossier administratif, lorsqu'ils sont obtenus autrement qu'auprès d'une partie intéressée visée par les prescriptions du présent article, comprendront un résumé public des renseignements commerciaux confidentiels mentionnés au paragraphe a) 2) du présent article, s'il y a lieu. Si le CBP verse des renseignements au dossier qui proviennent de parties qui ne sont pas déjà visées par les prescriptions du présent article, il exigera de ces parties qu'elles se conforment aux prescriptions du présent article et de l'article 165.5 lorsqu'elles déposeront des communications. Sinon, ces communications pourront être traitées comme des communications non conformes au sens du paragraphe b) du présent article ou de l'article 165.5 b) 4).

f) Ordonnance conservatoire administrative. Dans chaque enquête où le CBP a accédé à la demande d'une partie intéressée de traiter une partie de sa communication en tant que renseignements commerciaux confidentiels, le CBP rendra une ordonnance conservatoire administrative qui contiendra les conditions auxquelles les représentants des parties à l'enquête pourront avoir accès aux renseignements commerciaux confidentiels.

0

5. L'article 165.5 est modifié par:

0

a. la révision du texte introductif du paragraphe b) 2);

0

b. le remplacement de la référence "19 CFR" figurant au paragraphe b) 2) ii) et iii) par le terme "article";

0

c. l'ajout d'un nouveau paragraphe b) 4); et

0

d. la révision du paragraphe c) 1) et 2).

Les passages ajoutés et révisés se lisent comme suit:

Article 165.5 Obtention et communication des renseignements.

\* \* \* \* \*

b) \* \* \*

2) Certifications. Chaque communication écrite présentée au CBP par une partie intéressée ou demandée par le CBP à toute autre partie conformément aux articles 165.4 et 165.5 doit être accompagnée par les certifications ci-après de la personne présentant la communication:

\* \* \* \* \*

4) Communications non conformes. Le CBP rejettera une communication qui ne satisfait pas aux prescriptions du paragraphe b) du présent article et il ne la prendra pas en considération ni ne la versera au dossier administratif.

c) \* \* \*

1) Demandes de prolongations. Le CBP pourra, pour des raisons valables, prolonger tout délai fixé dans la réglementation, ou toute date limite pour la communication de renseignements qu'il a demandés, si une partie demande une prolongation dans une communication distincte et autonome et en expose les motifs. Ces demandes doivent être présentées pas moins de trois jours ouvrables avant l'expiration du délai à moins de circonstances exceptionnelles. Une circonstance exceptionnelle est un événement imprévu qui n'aurait pas pu être évité même si le demandeur avait pris des mesures raisonnables. Le CBP a le pouvoir discrétionnaire raisonnable de déterminer ce qui constitue des circonstances exceptionnelles et des raisons valables, et d'accorder ou de refuser une demande de prolongation.

2) Rejet des communications qui n'ont pas été déposées en temps utile. Si une communication n'est pas déposée en temps utile, le CBP ne la prendra pas en considération ni ne la versera au dossier administratif et des déductions défavorables pourront être appliquées, s'il y a lieu.

0

6. L'article 165.6 est modifié par la révision du paragraphe b), qui se lit désormais comme suit:

Article 165.6 Déductions défavorables.

\* \* \* \* \*

b) Déductions défavorables visées Une déduction défavorable utilisée au titre du paragraphe a) pourra inclure le recours à des renseignements provenant d'une allégation, d'une détermination antérieure établie dans le cadre d'une autre enquête CBP, d'une procédure ou d'une action qui concerne le contournement d'ordonnances en matière de droits antidumping ou compensateurs, ou à tout autre renseignement disponible figurant dans le dossier administratif.

\* \* \* \* \*

0

7. L'article 165.12 est modifié par la révision du paragraphe b), qui se lit désormais comme suit:

Article 165.12 Réception des allégations.

\* \* \* \* \*

b) Retrait. Une allégation pourra être retirée par la partie qui l'a déposée si cette partie transmet une demande en ce sens à l'adresse de courrier électronique désignée indiquée par le CBP, ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP.

0

8. L'article 165.13 est modifié par la révision des paragraphes c) et d), qui se lisent désormais comme suit:

Article 165.13 Regroupement des allégations.

\* \* \* \* \*

c) Avis. Un avis de regroupement sera transmis dans les meilleurs délais à toutes les parties à l'enquête si le regroupement a lieu à un moment de l'enquête suivant celui où elles ont déjà été avisées de l'enquête en cours. Sinon, les parties en seront avisées au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête.

d) Prescriptions auxquelles doivent satisfaire les autres parties à l'enquête en matière de signification des documents. Dès qu'elles ont été avisées du regroupement, les parties à l'enquête regroupée doivent signifier aux parties venant de se joindre à l'enquête, dans un courriel ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP, les documents publics et les versions publiques de tout document ayant été auparavant signifié aux parties à l'enquête avant son regroupement. La signification des documents doit s'effectuer dans un délai de cinq jours ouvrables suivant l'avis de regroupement.

0

9. L'article 165.14 est modifié par la révision du paragraphe a), qui se lit désormais comme suit:

Article 165.14 Demandes d'ouverture d'une enquête présentées par d'autres organismes fédéraux.

a) Demandes d'ouverture d'une enquête. Tout autre organisme fédéral, y compris, mais pas exclusivement, le Département du commerce ou la Commission du commerce international des États-Unis, pourra demander l'ouverture d'une enquête en vertu de la présente partie. Le CBP ouvrira une enquête si l'organisme fédéral a fourni des renseignements qui donnent raisonnablement à penser qu'un importateur a fait entrer la marchandise visée sur le territoire douanier des États-Unis par suite d'un contournement des lois, à moins que l'organisme ne présente une demande de retrait à l'adresse de courrier électronique désignée indiquée par le CBP ou par toute autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP.

\* \* \* \* \*

0

10. L'article 165.15 est modifié par la révision des paragraphes d) 1) et e), qui se lisent dorénavant comme suit:

Article 165.15 Ouverture des enquêtes.

\* \* \* \* \*

d) \* \* \*

1) Règle générale. Le CBP donnera avis de sa décision d'ouvrir une

[[Page 19260]]

enquête à toutes les parties à l'enquête au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête et la date effective d'ouverture de l'enquête sera indiquée dans cet avis. Dans les cas où des mesures provisoires sont prises conformément à l'article 165.24, l'avis donné à toutes les parties à l'enquête se fera au plus tard 5 jours ouvrables après le 90<sup>ème</sup> jour de l'enquête.

\* \* \* \* \*

e) Dossier de l'enquête. Si une enquête est ouverte conformément à la sous-partie B de la présente partie, alors les renseignements examinés par le CBP avant l'ouverture de l'enquête feront partie du dossier administratif conformément à l'article 165.21. Les documents présentés avant qu'un avis de la décision d'ouvrir une enquête ait été donné seront signifiés aux parties à l'enquête par le CBP, quelle que soit la personne qui les a présentés.

0

11. L'article 165.16 est modifié par la révision du paragraphe d).

Article 165.16 Renvois au Département du commerce.

\* \* \* \* \*

d) Effet sur l'enquête. Le délai requis pour tout renvoi au Département du commerce et le temps dont ce dernier aura besoin pour faire une détermination ne seront pas déduits des délais que doit respecter le CBP pour décider s'il y a lieu d'ouvrir une enquête en vertu de l'article 165.15 ou de prendre des mesures provisoires en vertu de l'article 165.24 ni du délai fixé pour rendre une détermination concernant le contournement des lois visée à l'article 165.27.

\* \* \* \* \*

0

12. L'article 165.22 est modifié par:

0

a. le remplacement des mots "pas plus tard" figurant au paragraphe a) par les mots "au plus tard";

0

b. la révision du paragraphe b);

0

c) le remplacement des mots "pas plus tard" figurant au paragraphe d) par les mots "au plus tard"; et

0

c. le remplacement du mot "notification" figurant au paragraphe d) par le mot "avis".

Le passage révisé se lit désormais comme suit:

Article 165.22 Durée des enquêtes.

\* \* \* \* \*

b) Délai pour faire une détermination dans le cas d'allégations regroupées. Si le CBP regroupe de multiples allégations conformément à l'article 165.13 à l'intérieur d'une seule enquête en vertu de l'article 165.15, la date de réception de la première allégation dûment déposée sera utilisée afin de prescrire les délais au titre du paragraphe a) du présent article relatifs à l'ouverture de l'enquête.

\* \* \* \* \*

0

13. L'article 165.23 est modifié par:

0

a. la révision du paragraphe b);

0

b) la révision de la dernière phrase du paragraphe c) 1);

0

c. la révision du paragraphe c) 2); et

0

d. la révision du paragraphe d).

Les passages révisés se lisent désormais comme suit:

Article 165.23 Communication de renseignements factuels.

\* \* \* \* \*

b) Communication volontaire de renseignements factuels. Les parties à l'enquête peuvent présenter des renseignements additionnels pour étayer l'allégation de contournement des lois ou pour réfuter ou expliciter cette allégation.

c) \* \* \*

1) \* \* \* Si ce dernier verse de nouveaux renseignements factuels au dossier administratif à la date limite pour les communications de nouveaux renseignements factuels conformément au paragraphe c) 2) du présent article, ou après celle-ci (ou si ces renseignements sont versés au dossier à la demande du CBP), les parties à l'enquête disposeront de 10 jours civils pour fournir des renseignements à titre de réfutation des nouveaux renseignements factuels.

2) Communication volontaire de renseignements factuels. i) Les renseignements factuels communiqués volontairement au CBP conformément au paragraphe b) du présent article doivent être communiqués au plus tard 200 jours civils après l'ouverture de l'enquête visée à l'article 165.15 par le CBP, sauf si ce délai est officiellement prolongé par le CBP, à sa seule discrétion. Si le CBP prolonge ce délai, les parties à l'enquête en seront notifiées et pourront présenter des communications jusqu'à la fin du délai prolongé. Les communications volontaires faites après le 200<sup>ème</sup> jour civil suivant l'ouverture de l'enquête, ou après le délai prolongé, ne seront pas prises en considération ni versées au dossier administratif, à l'exception des renseignements fournis à titre de réfutation ainsi qu'en dispose le paragraphe c) 2) ii) du présent article. La version publique doit également être signifiée aux parties à l'enquête dans un courriel ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP.

ii) Les parties à l'enquête disposeront de 10 jours civils à compter de la date du versement de tout nouveau renseignement factuel au dossier pour fournir des renseignements à titre de réfutation

de ces nouveaux renseignements factuels, si les renseignements qui sont réfutés ont été versés au dossier administratif au plus tard 200 jours civils après l'ouverture de l'enquête visée à l'article 165.15 par le CBP, ou avant l'expiration du délai prolongé.

d) Discussions orales. Nonobstant les délais prévus au paragraphe c) du présent article, le CBP pourra demander la tenue d'une discussion orale soit en personne soit par téléconférence. Le CBP consignera ces discussions dans un résumé écrit qui indiquera les participants et le thème des discussions, et versera ce résumé écrit au dossier administratif. Advenant que le résumé écrit comprenne des renseignements commerciaux confidentiels, le CBP en versera aussi une version publique au dossier administratif.

0

14. L'article 165.24 est modifié par la révision du paragraphe c), qui se lit désormais comme suit:

Article 165.24 Mesures provisoires.

\* \* \* \* \*

c) Avis. Si le CBP décide qu'il existe une suspicion raisonnable au titre du paragraphe a) du présent article, il donnera avis de cette décision aux parties à l'enquête dans les cinq jours ouvrables après avoir pris des mesures provisoires. Il fournira aussi aux parties à l'enquête une version publique du dossier administratif dans les 10 jours ouvrables après avoir donné avis de l'ouverture d'une enquête.

0

15. L'article 165.25 est modifié par:

0

a. la révision du paragraphe b); et

0

b. l'ajout de nouveaux paragraphes c) et d).

Les passages révisés et ajoutés se lisent comme suit:

Article 165.25 Vérification des renseignements.

\* \* \* \* \*

b) Le CBP pourra procéder à des vérifications avant et après la date limite pour la communication volontaire de nouveaux renseignements factuels, ainsi que cela est mentionné à l'article 165.23. Le but général de la vérification est de s'assurer de l'exactitude des renseignements déjà versés au dossier administratif.

c) Le CBP versera un rapport au sujet de la vérification, c'est-à-dire, le rapport de vérification, au dossier administratif. Il exigera de la partie qui a fait l'objet de la vérification qu'elle verse des pièces relatives à la vérification au dossier administratif. Ces pièces contiendront généralement des renseignements compilés et vérifiés par le CBP, à sa discrétion, au cours de la vérification. Conformément à l'article 165.4, le CBP et la partie qui a fait l'objet de la vérification fourniront tous deux des versions publiques de leurs documents relatifs à la vérification, qui seront signifiées à toutes les parties à l'enquête. Le CBP n'acceptera pas de communications volontaires de nouveaux renseignements factuels lors de la vérification, après le délai pour la communication volontaire de nouveaux renseignements factuels, ainsi que cela est mentionné à l'article 165.23. Les parties à l'enquête ne pourront pas communiquer de renseignements à titre de réfutation du rapport de vérification du CBP ou des pièces relatives à la vérification. Elles pourront présenter des arguments écrits au CBP au sujet du rapport de vérification ou des pièces y relatives, conformément à l'article 165.26.

d) Si le CBP détermine que des renseignements découverts au cours d'une vérification sont

[[Page 19261]]

pertinents pour l'enquête et constituent de nouveaux renseignements factuels, il les versera séparément au dossier administratif, conformément à l'article 165.23, et permettra aux parties à l'enquête de communiquer des renseignements à titre de réfutation.

0



16. L'article 165.26 est modifié par la révision des paragraphes a), b), c) et d) 2), qui se lisent désormais comme suit:

Article 165.26 Arguments écrits.

\* \* \* \* \*

a) Arguments écrits. Les parties à l'enquête:

1) peuvent présenter au CBP des arguments écrits qui contiennent tous les arguments qui sont pertinents pour la détermination concernant le contournement des lois et sont fondés uniquement sur des faits déjà versés au dossier administratif dans le cadre de la procédure. Tous les arguments écrits doivent être présentés:

i) à l'adresse de courrier électronique désignée indiquée par le CBP ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP;

ii) au plus tard 230 jours civils après l'ouverture de l'enquête conformément à l'article 165.15, sauf si ce dernier a prolongé le délai à sa seule discrétion, mais au plus tard 300 jours civils après l'ouverture de l'enquête, ou 360 jours civils après l'ouverture de l'enquête si le CBP a prolongé le délai pour rendre une détermination concernant le contournement des lois conformément à l'article 165.22 c); et

2) doivent signifier une version publique des arguments écrits établie conformément à l'article 165.4 aux autres parties à l'enquête dans un courriel ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP le jour même de leur dépôt auprès du CBP.

b) Réponses aux arguments écrits. Les parties à l'enquête:

1) peuvent transmettre au CBP une réponse à un argument écrit déposé par une autre partie à l'enquête, qui satisfait aux prescriptions suivantes:

i) la réponse doit être présentée par écrit et transmise à l'adresse de courrier électronique désignée indiquée par le CBP, ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP, au plus tard 15 jours civils après le dépôt de l'argument écrit auprès du CBP, sauf si ce dernier a prolongé le délai à sa seule discrétion; et

ii) la réponse doit se limiter aux questions soulevées dans l'argument écrit; aucune partie d'une réponse qui ne concerne pas les questions soulevées dans l'argument écrit ne sera prise en considération; et

2) doivent signifier une version publique de la réponse établie conformément à l'article 165.4 aux autres parties à l'enquête dans un courriel ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP le jour même de son dépôt auprès du CBP.

c) Arguments écrits présentés sur demande. Nonobstant les paragraphes a) et b) du présent article, le CBP pourra demander aux parties à l'enquête et à n'importe quel moment au cours d'une enquête de présenter des arguments écrits sur une question.

d) \* \* \*

2) un résumé succinct de l'argument ou de la réponse à l'argument;

\* \* \* \* \*

0

17. L'article 165.28 est modifié par la révision du paragraphe c), qui se lit désormais comme suit:

Article 165.28 Fixation des droits exigibles; autres actions.

\* \* \* \* \*

c) Dépôts en espèces et fixation du montant des droits. Le CBP exigera le versement de dépôts en espèces et fixera les droits applicables aux importations de la marchandise visée faisant l'objet de sa détermination positive de l'existence d'un contournement des lois conformément aux instructions reçues du Département du commerce.

0

18. Le titre de la sous-partie D est révisé et se lit désormais comme suit:

Sous-partie D – Réexamen administratif des déterminations concernant le contournement des lois

0

19. L'article 165.41 est modifié par:

0

a. la suppression du mot "initiale" dans le titre de l'article et chaque fois qu'il apparaît dans l'article;

0

b. la révision du texte introductif du paragraphe f);

0

c. la révision du paragraphe h); et

0

b) la suppression de la dernière phrase du paragraphe i).

Les passages révisés se lisent désormais comme suit:

Article 165.41 Dépôt d'une demande de réexamen de la détermination concernant le contournement des lois

\* \* \* \* \*

f) Contenu. Chaque demande de réexamen doit se fonder uniquement sur les faits versés au dossier administratif de la procédure, être présentée par écrit, et ne pas dépasser 30 pages au total (y compris les pièces mais pas la table des matières ou la liste des références). Elle doit être à double interligne, les rubriques et les notes de bas de page étant à simple interligne, les marges, de 1 pouce et la police de caractères, Times New Roman, de 12 points. Si la demande compte plus de 10 pages, elle doit inclure une table des matières et une liste des références. Le CBP rejettera une demande de réexamen qui ne satisfait pas aux prescriptions du présent paragraphe et il ne la prendra pas en considération ni ne la versera au dossier administratif. Chaque demande de réexamen doit comprendre les éléments suivants:

\* \* \* \* \*

h) Regroupement des demandes de réexamen administratif. De multiples demandes auxquelles le CBP a attribué le même numéro de contrôle de l'allégation peuvent être regroupées en une seule affaire visée par un réexamen administratif.

\* \* \* \* \*

0

20. L'article 165.42 est révisé et se lit désormais comme suit:

Article 165.42 Réponses aux demandes de réexamen administratif.

Toute partie à l'enquête, indépendamment du point de savoir si elle a présenté une demande de réexamen administratif, peut répondre par écrit à la ou aux demandes de réexamen qui ont été déposées. Une partie qui a présenté une demande de réexamen administratif ne peut pas répondre à sa propre demande. Aucune réponse écrite ne peut compter plus de 30 pages au total (y compris les pièces, mais pas la table des matières ou la liste des références) et chaque réponse écrite doit être conforme aux prescriptions énoncées à l'article 165.41 f). Les réponses écrites à la ou aux demandes de réexamen doivent se limiter aux questions soulevées dans la ou les demandes et être fondées uniquement sur les faits déjà versés au dossier administratif de la procédure. Les réponses doivent être déposées de la manière prescrite par le CBP au plus tard 10 jours ouvrables après le début du réexamen administratif. Toutes les réponses doivent être accompagnées des certifications prévues à l'article 165.5. Chaque partie demandant que les renseignements commerciaux soient traités comme confidentiels doit se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 165.4. La version publique de la ou des réponses à la ou aux demandes de réexamen doit être fournie aux autres parties à l'enquête dans un courriel ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP.

0

21. L'article 165.44 est révisé et se lit désormais comme suit:

Article 165.44 Renseignements additionnels.

Le CBP peut demander des renseignements écrits additionnels aux parties à l'enquête à tout moment au cours du processus de réexamen. Les parties qui fournissent les renseignements additionnels demandés doivent en transmettre une version publique aux autres parties à l'enquête dans un courriel ou par tout autre moyen approuvé ou déterminé par le CBP. La communication des

renseignements additionnels demandés par le CBP doit être conforme aux prescriptions en matière de divulgation des renseignements figurant à l'article 165.4. Le CBP peut appliquer une déduction défavorable tel qu'indiqué à l'article 165.6, si les renseignements additionnels demandés au titre du présent article ne sont pas fournis. Le CBP acceptera uniquement les communications écrites de renseignements additionnels en réponse à une demande du CBP. Aucune réunion ni aucune autre communication non demandée de renseignements additionnels ne sont autorisées au cours du réexamen administratif.

0

22. L'article 165.45 est révisé et se lit désormais comme suit:

[[Page 19262]]

Article 165.45 Critères applicables aux réexamens administratifs.

Le CBP appliquera un critère de réexamen *de novo* et rendra une détermination appropriée au regard de la loi conformément aux faits et circonstances spécifiques figurant dans le dossier. À cette fin, le CBP examinera l'ensemble du dossier administratif sur la base duquel la détermination concernant le contournement des lois a été établie, la ou les demandes de réexamen et la ou les réponses dûment déposées en temps utile, ainsi que tout renseignement additionnel reçu en réponse à une demande du CBP conformément à l'article 165.44. Le réexamen administratif sera achevé au plus tard 60 jours ouvrables après la date à laquelle il a commencé.

0

23. L'article 165.46 est modifié:

0

a. par le remplacement de l'acronyme "EAPA" figurant au paragraphe a) par l'acronyme "TFTEA"; et

0

b. par la révision du paragraphe b).

Le passage révisé se lit désormais comme suit:

Article 165.46 Détermination administrative finale.

\* \* \* \* \*

b) Effet du réexamen administratif. Si le réexamen administratif confirme la détermination concernant le contournement des lois, alors aucune autre action du CBP ne sera requise. Si le réexamen administratif infirme la détermination concernant le contournement des lois, alors le CBP entreprendra les actions appropriées qui sont compatibles avec le réexamen administratif.

Robert F. Altneu,

Directeur, Division de la législation en matière de divulgation, Règlements et décisions, Bureau du commerce international, Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis.

Aviva R. Aron-Dine,

Secrétaire adjoint au Trésor chargé de la politique fiscale par intérim.

[FR Doc. 2024-04713 Enregistré le 15 mars 2024; à 8 heures 45]

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE 9111-14-P

---